

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1337

23 mai 2015

SOMMAIRE

30 Lopes S.à r.l.	64138	Holdinvest S.A.	64130
3D Events S. à r.l.	64138	Hollen S.à r.l.	64134
Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)	64169	Indurisk Rückversicherung AG	64134
Agence de transfert de technologie financière (ATTF) Luxembourg	64135	IT'n'B S.à r.l.	64176
Albert Schmit S.A.	64135	Knopes Cafés S.A.	64134
Albert's S.A.	64136	MO Group International S.A., SPF	64139
AlphaOne Management S.à r.l.	64132	Parkimm Investissements S.A.	64176
Auto-Ecole Jérôme	64173	Partibel S.A.	64130
Bakeries International Luxembourg S.A.	64136	Regata Investments S.A.	64135
Borletti Group High S.C.A.	64136	Resolution IV Holdings S.à r.l.	64135
BZ Fine Funds	64132	Sigma Group Holdings S.à r.l.	64162
Charles Russell Speechlys	64154	Te Wind S.A.	64133
Corby Town Centre S.à r.l.	64175	Thermo Luxembourg Holding S.à r.l.	64137
Ecolab lux 7 S.à r.l.	64133	Thermotec S.à r.l.	64137
Euro-Symbiosal	64133	TLT Luxembourg	64137
Flirty Fitness, S.à r.l.	64130	Universal Credit S.A.	64136
FMV & Partners	64130	Universal Invest	64131
Glass Holding S.A.	64132	Vicon S.A.	64138
Hipoteca VIII Lux S.à r.l.	64131	Vide S.A.	64138
Hipoteca VII Lux S.à r.l.	64131	Zeus Property Investment S.A.	64137
Hipoteca VI Lux S.à r.l.	64134	Zika Shop S.à r.l.	64137

Partibel S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 35.679.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du *1^{er} juin 2015* à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et du compte de résultats.
2. Discussion sur rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C.
6. Modification au sein du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes.
7. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2015071361/1004/23.

Holdinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 165.467.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2015050515/13.

(150058358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

FMV & Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 157.263.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051135/9.

(150059422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Flirty Fitness, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 18, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 150.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051134/9.

(150058881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Universal Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 47.025.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav UNIVERSAL INVEST à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mercredi 3 juin 2015 à 14 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2015
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice se clôturant au 31 mars 2015
4. Election des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises
5. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les détenteurs d'actions au porteur de la Sicav sont tenus de déposer ces actions auprès de Delen Private Bank Luxembourg S.A. agissant en tant que dépositaire au sens prévu par l'article 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la «Loi de 1915»).

Les droits afférents aux actions au porteur ne pourront être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès de Delen Private Bank Luxembourg S.A. conformément à l'article 42 de la Loi de 1915.

Toute action au porteur qui n'aura pas été déposée auprès de Delen Private Bank Luxembourg S.A. au 18 février 2016 sera rachetée suivant les termes du prospectus en vigueur et le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de consignment.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015070555/755/26.

Hipoteca VII Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 189.649.

—
EXTRAIT

La Société a pris connaissance que l'adresse de son gérant, Monsieur Hervé Marsot, se trouve désormais au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015050503/14.

(150058655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Hipoteca VIII Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 190.386.

—
EXTRAIT

La Société a pris connaissance que l'adresse de son gérant, Monsieur Hervé Marsot, se trouve désormais au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015050504/14.

(150058654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

BZ Fine Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.402.

Die Aktionäre des BZ Fine Funds werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *1. Juni 2015* um 10.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2014 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2014 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien, gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle des BZ Fine Funds (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015070550/755/29.

AlphaOne Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 178.796.

Cession de parts sociales

Suite à la conclusion d'un contrat de cession de parts sociales en date du 19 mars 2015, Monsieur Serge Walid SARKIS, demeurant au GPO 3265, 2 Connaught Place Central Hong-Kong a cédé l'intégralité des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales détenues dans le capital de la Société AlphaOne Management S. à r.l., Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège social au 9, route des Trois Cantons, L-8399 Windhof à Monsieur Nicolas SARKIS, demeurant au 28, Old Brompton Road, Fiat 1145 London SW7 3SS Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 avril 2015.

Pour AlphaOne Management S.à r.l.

Référence de publication: 2015050940/16.

(150059397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Glass Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 194.758.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 384 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051153/9.

(150058944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Te Wind S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 111, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 177.030.

Les actionnaires de la Société sont invités à assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

(l' " Assemblée ") qui se tiendra au siège social de la Société au 111, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, le lundi 1 juin 2015 à 10 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises agréé de la Société au 31 décembre 2014;
2. Approbation des comptes annuels et des comptes consolidés de la Société au 31 décembre 2014;
3. Allocation du résultat pour l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014;
4. Décision de donner décharge aux administrateurs pour l'exercice de leurs fonctions durant l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014.

DOCUMENTATION

La documentation relative à l'Assemblée sera mise à disposition du public auprès du siège social et sur le site Internet de la Société (www.trueenergywind.eu), au moins 15 jours avant l'Assemblée.

En vertu de l'article 10 des Statuts, ont le droit d'assister à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote tous ceux en faveur de qui la Société aura reçu une communication émise par un intermédiaire autorisé au moins deux (2) jours ouvrables avant la tenue de l'Assemblée (au plus tard le 27 mai 2015).

Les personnes ayant le droit de vote peuvent être représentées à l'Assemblée, en conformité avec les dispositions de la loi en vigueur. À cette fin, chaque actionnaire peut utiliser le formulaire de procuration disponible auprès du siège social de la Société ainsi que sur son site Internet (www.trueenergywind.eu), sous la rubrique "Investor Relations - Informations pour les Actionnaires".

TE WIND S.A.

M. Angelo Lazzari

Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015070528/30.

Euro-Symbiosal, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38-40, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 152.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour EURO-SYMBIOSAL S.à r.l.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2015051087/12.

(150058735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Ecolab lux 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 72.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 171.512.

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015051080/12.

(150059238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Hollen S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 136.416.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 03 mars 2015

Il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015050506/13.

(150057991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Indurisk Rückversicherung AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 45.903.

—
Le Bilan et le compte de profits et pertes du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Indurisk Rückversicherung AG

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015050538/13.

(150058693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Hipoteca VI Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 70.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 186.959.

—
EXTRAIT

La Société a pris connaissance que l'adresse de son gérant, Monsieur Hervé Marsot, se trouve désormais au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015050502/14.

(150058656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Knopes Cafés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 59.913.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015051250/14.

(150059164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Regata Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 20.859.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2015050749/13.

(150057851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Resolution IV Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 168.784.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 24 mars 2015

Il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015050754/13.

(150058246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Agence de transfert de technologie financière (ATTF) Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 12, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 72.054.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 16 octobre 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration de la société tenue en date du 16 octobre 2014 que:

- Madame Baillie Sasha, demeurant au 5, rue Notre Dame à L-2240 Luxembourg a démissionné en tant qu'administrateur de la société.

- La cooptation de Monsieur Stronck Gaston, demeurant au 6, rue de l'ancien Athénée à L-1144 Luxembourg en tant qu'administrateur de la société a été ratifiée en remplacement de Madame Baillie, démissionnaire. Le mandat de Monsieur Stronck prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 avril 2015.

Référence de publication: 2015050937/16.

(150059399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Albert Schmit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8085 Bertrange, 14, rue Michel Lentz.
R.C.S. Luxembourg B 8.018.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015050958/12.

(150058728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Albert's S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 175.701.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015050959/12.

(150058726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Bakeries International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 24.191.

Extrait du Procès-verbal des Décisions prises par le Conseil d'administration le 16 février 2015

Le Conseil d'administration décide, à l'unanimité, de prendre la résolution suivante:

- en date du 16 février 2015, la Société a désigné SGG S.A., ayant son siège social au 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65 906, comme dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2015050980/12.

(150059182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Borletti Group High S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 136.522.

Extrait du procès-verbal du Conseil tenu le 24 mars 2015

Résolutions:

- Le Conseil décide de transférer le siège social de la société Borletti Group High S.C.A. de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 02/04/2015.

- Le gérant de la société, Borletti Group High Management S.à r.l., a également transféré son siège social au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015050992/16.

(150058975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Universal Credit S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 142.879.

La convention de domiciliation conclue entre l'agent domiciliataire Caceis Bank Luxembourg, société anonyme immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B91985 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg, et Universal Credit S.A., société anonyme, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B142879 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg, a été résiliée avec effet au 31 mars 2015.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015051480/14.

(150058879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Thermo Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.668.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 85.261.

—
Extraits des résolutions de l'associé unique de la société prises en date du 2 avril 2015

- L'associé unique de la Société a pris acte de la démission de Monsieur Iain Alasdair Keith MOODIE de son mandat de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} Avril 2015.

- L'associé unique de la Société a décidé de nommer Madame Frédérique Evelyne BOROWIEC, née le 7 août 1971 à Saint-Quentin, France, demeurant professionnellement au 16, avenue du Québec, Silic 765, Villebon sur Yvette, F- 91 936 Courtabouef, France, en tant que nouveau Gérant de la Société avec effet au 1^{er} Avril 2015, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051462/15.

(150058838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Thermotec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 187.559.

—
Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051463/10.

(150059192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

TLT Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 122.987.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015051466/10.

(150058823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Zeus Property Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 34.709.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051501/9.

(150058902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Zika Shop S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Mertert, 67, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 18.230.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 3 avril 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015051502/10.

(150058940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

3D Events S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 17, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 138.279.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 3D Events S.à r.l.

Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015051503/12.

(150059094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

30 Lopes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 6, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 165.324.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051505/10.

(150059046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Vide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 121.270.

Extrait du procès-verbal du Conseil tenu le 24 mars 2015

Résolutions:

- Le Conseil décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 02/04/2015.

- Mme. Derains Virginie, Mme. Lobo Sarah et Mme. Bemtgen Sonja auront désormais comme adresse professionnelle: 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015051491/16.

(150059113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Vicon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 152.518.

EXTRAIT

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide en date du 16 février 2015, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, G.T. Fiduciaires S.A. avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrite au RCSL sous le numéro B 121820.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2015051490/16.

(150058949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

MO Group International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 177.420.

—
In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth of March.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "MO GROUP INTERNATIONAL S.A., SPF" (the "Company"), a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, incorporated by deed drawn up and enacted by the notary Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, dated 13 May 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1640 on 9 July 2013, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under number 177 420. The Company's articles of association (the "Articles") have been amended for the last time pursuant to a deed drawn up and enacted by the notary Maître Paul BETTINGEN, dated 22nd May 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1717 on 17 July 2013.

The meeting is chaired by Me Quentin RUTSAERT, professionally residing in Luxembourg,

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Raissana BACAR, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to act that:

I. That the sole shareholder present or represented, the proxy of the represented sole shareholder and the number of his shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the sole shareholder, the proxy of the represented sole shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented sole shareholder, initialed *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

II. That the whole share capital being present or represented at the present meeting and the sole shareholder present or represented declaring that he has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, the sole shareholder has waived the convening formalities.

III. That the present meeting, representing the whole share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Renewal of the current authorised capital provided in article 5 of the Articles and amendment of article 5 in order to authorise the Board of Directors to restrict or even cancel the preferential subscription right of existing shareholders within the limits of the authorised capital;

2. To decide to confirm that, in consideration with the re-estimated articles 7 to 13, the Company remains managed by a Board of Directors composed of Claude SCHMITZ, Pierre LENTZ, and Gerdy ROOSE.

3. Inserting a new paragraph at the very end of the English version of the Articles of association of the Company stating that in case of inconsistencies between the English version and the French version of the articles, the English version shall prevail;

4. Amendment of the Articles relating to the management of the Company in order to allow the possibility of having a dual management with a Management Board and a Supervisory Board;

5. Full restatement of the Articles in order to address the amendments described above, as well as any other amendments deemed appropriate by the proxyholder;

6. Powers and miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholder decides what follows:

First resolution

The general meeting RESOLVES to renew the current authorised capital and to amend article 5 in order to grant the Board of Directors a right to restrict or even cancel the preferential subscription right of existing shareholders within the limits of the authorised capital.

The general meeting acknowledges the Report of 24 March 2015 drafted in accordance with article 32-3(5) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 by the Board of Directors of the Company setting out the reasons of the cancellation of any preferential subscription right of the shareholders.

Second resolution

The general meeting of the shareholders decides to confirm that, in consideration with the restated articles 7 to 13, the Company remains managed by a board of directors composed of Claude SCHMITZ, Pierre LENTZ, and Gerdy ROOSE.

Third resolution

The general meeting RESOLVES to add a new paragraph at the very end of the English version of the articles of association of the Company stating that in case of inconsistencies between the English version and the French version of the articles, the English version will be prevailing.

Fourth resolution

The general meeting RESOLVES to amend the Articles relating to the management of the Company in order to allow the possibility of having a dual management with a Management board and a Supervisory board.

Fifth resolution

The general meeting decides to proceed to a full restatement of the Articles of association in order to address the amendment described above, as well as any other amendments deemed appropriate by the Proxyholder or the sole shareholder.

The BYLAWS will henceforth have the following wording:

“Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a Family Wealth Management Company (Société de gestion de Patrimoine Familial - SPF) under the form of a joint stock company (société anonyme) which shall be governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended, the law of May 11, 2007 on the Family Wealth Management Company (SPF) as amended (the SPF Law) as well as by the present articles of incorporation.

The company shall assume the name of MO Group International S.A. SPF (the “Company”).

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The Company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the Management Body (as defined under article 6).

Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the Company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the Municipality of the registered offices by a simple decision of the Management Body.

If extraordinary events either political, economical or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country till the complete cessation of these abnormal circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the Company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The sole object of the Company is the acquisition, the holding, the management and the realization of financial assets, within the meaning of the Law of August 5, 2005 on Financial Guarantee Contracts, as well as of cash monies and assets of any nature held in a bank account, excluding any commercial activity. Financial assets according to the Law of August 5, 2005 on Financial Guarantee Contracts consist in (a) any transferable securities including, in particular, shares and other titles equivalent to shares, shares of undertakings for collective investment, bonds and debentures and any other form of proof of debt, certificates of deposit, notes, and bills of exchange; (b) securities conferring the right to acquire shares, bonds and debentures and other stocks by way of subscription, purchase or exchange; (c) forward financial instruments and securities conferring the right to a settlement in cash (except payment instruments); including money market instrument; (d) any other title representing property rights, claims or transferable securities; (e) any underlying instrument (be they related to indexes, raw materials, precious metals, foodstuff, metals, commodities or other goods or risks); (f) any claim related to the items listed under (a) to (e) and any right concerning these items or related to them, whether these instruments are materialized or dematerialized, transferable by way of crediting on an account or by negotiation, bearer instruments or registered securities, endorsable or not, and irrespective of the applicable law. The Company may take any supervision measures, may carry out any transactions, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes but only under the condition that the Company does not involve itself in the management of its shareholdings companies, within the meaning of the SPF Law.

Art. 5.

5.1 The subscribed share capital is set at EUR 31,000 (thirty-one thousand euros) consisting of 310 (three hundred and ten) shares with a par value of EUR 100 (one hundred euros) each.

The Company's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The shares are in registered form only.

5.2.1. During the period of five years, from the date of publication of these articles of incorporation, the Management Body is hereby authorised to issue further shares up to a maximum authorised share capital of EUR 2,500,000 (two million five hundred thousand Euros) divided into shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred euros) each and vested with the same rights and obligations as the existing shares.

5.2.2 Consequently, the Management Body is authorised to realise such capital increase, specifically to issue new shares in one or several steps and by portion, to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, to determine the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares, to determine any other execution modality which appears to be needed or useful, even if they are not specifically provided in the present resolution, to have in the required form the subscriptions of the new shares, the payment and the subsequent capital increase verified and lastly, to take steps to amend the articles of incorporation in order to record the increase of the issued capital done and established in accordance with the law of 10 August 1915, on commercial companies, as amended, especially with the condition that the authorisation above mentioned must be renewed every five (5) years.

5.2.3. Moreover, the Management Body is authorised to issue ordinary or convertible bonds, in registered form only, with any denomination and payable in any currencies, and is authorised to borrow funds pursuant to convertible loans. Any issue of convertible bonds or borrowing pursuant to convertible loans may only be made within the limits of the authorised capital. Upon conversion of any such convertible bonds or loans, the Management Body may restrict or even suppress any pre-emptive rights of existing shareholders to subscribe to the new shares.

The Management Body shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions, which may be related to such bond issue.

The subscribed capital and the authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. When the shareholders decide to increase the subscribed share capital by the issue of shares, the pre-emptive right of the holders of shares may be exercised.

5.3 The shares may only be held by Eligible Investors as defined by article 3 of the SPF Law. The shares are freely transferrable to any person or entity, subject to the prior approval of any transfer by the Supervisory Board of the Company and provided that any new shareholder is an Eligible Investor as defined by article 3 of the SPF Law.

Management - Supervision

Art. 6. Within the limits set by articles 60bis-1 of the Law, the Company is managed either by a Board of Directors or by a sole director, or by a Management Board supervised by a Supervisory Board. The body or person in charge of the management of the Company (ie either the Board of Directors or the Management Board) may be referred to as the “Management Body”.

If the Company is managed by a Board of Directors, or by the sole director, articles 7 to 13 of the present Articles shall apply, at the exclusion of articles 14 to 29, which shall not apply.

If the Company is managed by a Management Board supervised by a Supervisory Board, articles 14 to 29 of the Articles shall apply, at the exclusion of articles 7 to 13, which shall not apply.

Board of directors, Sole director

Art. 7. In the event that the Extraordinary General meeting decides, in compliance with Article 6, that the Company is managed by a Board of Directors, the Articles 7 to 13 shall apply.

For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only. Where the context requires it, the term “Board of Directors” also refers to the Sole Director.

Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. In that case, the General Meeting must appoint at least two new directors in addition to the then existing Sole Director. The Director(s) shall be elected by the General Meeting for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

If the post of a Director elected by the General Meeting becomes vacant, the remaining Directors thus elected, may provisionally appoint a replacement. In this case, the next General Meeting will proceed to the final election.

When a legal person is appointed as a Director of the Company, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the legal entity in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The members of the Board of Directors may be removed by the General meeting.

Art. 8. The Board of Directors chooses among its members a Chairman. In the case the Chairman is unable to carry out his duties, he is replaced by the director designated to this effect by the board. Exceptionally, the first Chairman shall be appointed by the constitutive general meeting.

The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any two directors.

The Board of Directors can only validly debate and take decisions, if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that every director can represent only one of his colleagues.

The Directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, cable, telex or fax, confirmed by letter.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the director's meetings.

Art. 9. Decisions are taken by a majority vote of the members present or represented. In the event of a tie, the Chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote.

Art. 10. The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by all the Directors having assisted at the debates.

The copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 11. Full and exclusive powers for the administration and management of the company are vested in the Board of Directors, which alone is competent to determine all matters not reserved for the General Meeting by law or by the present articles.

Art. 12. The Board of Directors may delegate the daily management to Directors or to third persons who need not be shareholders of the Company.

Art. 13. The Company shall be bound towards third parties in all matters (i) by the joint signature of any two members of the Board of Directors, or (ii) by the sole signature of the managing director within the limits of the daily management or (iii) by the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

Where the Company has a Sole Director, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the Sole Director.

Management board

Art. 14. In the event that the Extraordinary General meeting decides, in compliance with Article 6, that the Company is managed by a Management Board supervised by the Supervisory Board, the Articles 14 to 29 shall apply.

The Company is managed by a Management Board, which performs its duties under the supervision of a Supervisory Board.

The Management Board is made up of at least two (2) members, who may be natural persons or legal entities.

In case the Company is incorporated by a sole shareholder, or if, at a general meeting of shareholders, it is noted that the Company only has one shareholder, or if the corporate capital is less than five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-), the composition of the Management Board may be limited to one member. In this case, the sole member exercises the powers devolving on the Management Board and a reference to the Management Board in these article shall include a reference to that sole member.

Members of the Management Board, who may or may not be shareholders, shall be appointed by the relevant decision of the General Meeting.

Members of the Management Board are appointed for a period not exceeding six (6) years. Outgoing members of the Management Board are eligible for re-election.

Members of the Management Board may be removed at any time at the sole discretion of the General Meeting. The removal of a member of the Management Board does not, as the case may be, result in the termination of his employment contract.

The number of members of the Management Board and their term of office shall be fixed by the General Meeting.

Members of the Management Board may resign freely provided this resignation is not given at an inopportune moment or with the aim of harming the Company.

In the event of a vacancy for membership of the Management Board, the remaining members are entitled to fill it provisionally. In this case, the General Meeting proceeds with the definitive election when it next meets. The member of the Management Board duly appointed completes the term of the person he replaces.

Art. 15. The Management Board will elect from among its members a chairman and will fix the term of his office. Meetings of the Management Board are convened by the chairman of the Management Board or by at least one-half of its members.

The meeting will be duly held without prior notice if all the members of the Management Board are present or duly represented. The Management Board meets as often as the interests of the Company require at the places, dates and times stated in the convening notice.

The notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or any other appropriate means of communication of each member of the Management Board. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Management Board.

Any member may act at any meeting of the Management Board by appointing in writing or by fax or telegram or any other appropriate means of communication, another member as his proxy.

A member of the Management Board may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two members are present at the meeting.

Any and all members of the Management Board may participate in any meeting of the Management Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The Management Board can validly deliberate and take decisions only if a majority of the members is present or represented.

All resolutions of the Management Board shall be taken by a majority vote of the members present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman of the meeting will not have a casting vote.

Art. 16. The Management Board is vested with the widest powers with respect to third parties to act in all situations on behalf of the Company subject to the powers expressly allocated to the General Meeting and the Supervisory Board by the Law and these Articles. In particular, the powers of the Management Board are subject to the obligation to obtain advance authorization from the Supervisory Board for any and each resolution regarding an issue falling within the categories listed under Article 29 hereof. As long as such authorization has not been obtained, resolutions in relation with any of these issues will only become effective after obtaining the required authorization from the Supervisory Board.

The Management Board performs its duties overseen by the Supervisory Board. In particular, it must submit to the Supervisory Board:

- at least once a quarter a written report on the course of the Company's business and its likely development,
- within three months of the end of each financial year the annual accounts, for the purposes of verification and inspection.

Art. 17. Members of the Management Board may divide management tasks between themselves with the authorization of the Supervisory Board. The Management Board may also give powers for specific transactions and revoke such powers at any time. On no account, however, may this division have the effect of removing from the Management Board its character of governing body collectively undertaking the general management of the Company.

The Management Board may delegate the day-to-day management of the Company and the representation of the Company as regards this day-to-day management to one or more ad hoc agents to the exclusion of the members of the Supervisory Board.

Art. 18. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two members of the Management Board, or in case of sole member by his sole signature, or by the joint or single signature of any persons to whom specific signing authority has been granted by the Management Board, but only within the limits of such power.

Art. 19. Any litigation involving the Company either as a plaintiff or as a defendant, will be handled in the name of the Company by the Management Board.

Writs for or against the Company are validly executed on behalf of the Company alone.

Art. 20. Members of the Management Board incur, by reason of their position, no personal liability for any undertaking validly given by them on behalf of the Company as long as this undertaking is consistent with the Articles and the applicable provisions of the Law.

Supervisory board

Art. 21. The Company's management by the Management Board is permanently overseen by a Supervisory Board made up of at least three (3), but not more than five (5) members, who may or may not be shareholders. Only when it is established at the occasion of a General Meeting that there is only one sole shareholder, the Supervisory Board may be composed of one sole member until the following General Meeting.

Members of the Supervisory Board, who may be natural persons or legal entities, are appointed by the General Meeting for a maximum term of six (6) years.

Members of the Supervisory Board may be removed at the sole discretion of the shareholders' general meeting at any time, without notice or compensation.

The number of members of the Supervisory Board and their term of office, amount of their remuneration, if any, shall be fixed by the shareholders' general meeting in accordance with articles 60bis-14 and 51 of the Law.

No person may at the same time be a member of the Management Board and of the Supervisory Board.

Art. 22. The members of the Supervisory Board shall elect a Chairman from among their members. The Chairman of the Supervisory Board shall be chosen from amongst representatives, if any, of the shareholder holding directly or together with its affiliates more than 50 % of voting shares in the Company.

The Chairman of the Supervisory Board shall preside over meetings of the Supervisory Board.

In case of a tie, the Chairman of the Supervisory Board shall not have a casting vote.

The chairman of the Supervisory Board is responsible for convening the Supervisory Board and leading its discussions.

The chairman of the Supervisory Board calls meetings of the Supervisory Board as often as necessary and at least twice each calendar year and at the request of two (2) of its members or at the request of the Management Board.

The Supervisory Board may invite members of the Management Board to attend its meetings. In this case, members of the Management Board shall act in an advisory capacity.

A meeting will be duly held without prior notice if all the members of the Supervisory Board are present or duly represented.

All meetings of the Supervisory Board shall be held in Luxembourg in the form of joint presence of its members.

Notices and details of meetings shall be given to the Supervisory Board Members at least ten (10) Business Days in advance.

The notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or any other appropriate means of communication of each member of the Supervisory Board. No separate notice is required for meetings held at times specified in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

Each member may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing in writing or by fax or telegram or any other appropriate means of communication, another member as his proxy.

A member of the Supervisory Board may represent more than one of his colleagues provided, however, at least two members of the Supervisory Board attend the meeting.

The Supervisory Board deliberates validly only if more than 50 % of its members are present or represented. Decisions are taken by a majority vote of the members present or represented. In the event of a tie, the chairman of the Supervisory Board shall not have a casting vote.

An attendance register is kept, which is signed by the members of the Supervisory Board attending its meetings. Each meeting gives rise to the drafting of minutes to be signed by the chairman of the meeting and all other members of the Supervisory Board.

Art. 23. The Supervisory Board permanently and by all appropriate means oversees the management carried out by the Management Board, without being authorized to interfere with such management.

The chairman of the Supervisory Board or its delegated members may at any time take note of and copy documents that they deem useful to the accomplishment of their assignment.

Any and each resolution, transaction or activity by the Management Board falling within the categories listed under ARTICLE 29, must be subject to authorization to the Supervisory Board before they are taken, entered into or carried out by the Management Board.

Art. 24. The Supervisory Board may confer on one or more of its members any special mandates for one or more specific purposes.

The Supervisory Board may also give its members special mandates for specific transactions and revoke such powers at any time.

Art. 25. Members of the Supervisory Board may not be held liable in connection with the mandate that they have received, save where such liability results from a mandatory legal provision.

Art. 26. No one may be a member of the Management Board and the Supervisory Board at the same time.

Art. 27. Deliberations of the Management Board and the Supervisory Board are recorded in minutes inserted in the special registers and signed by the Chairman or two other members of the Management Board and the Supervisory Board respectively. Any proxies shall remain annexed thereto.

Copies or extracts of these minutes to be produced in court or elsewhere are signed by the chairman or by two other members of the Management Board or the Supervisory Board.

Art. 28. Even after their duties have ended, members of the Management Board and the Supervisory Board and any person called upon to attend meetings of these governing bodies are obliged not to disclose information in their possession on the Company and whose disclosure would be likely to damage the interests of the Company, to the exclusion of cases in which such disclosure is demanded or admitted by a legal or regulatory provision applicable to public limited companies (sociétés anonymes).

Art. 29. Resolutions by the Management Board in relation with any of the following issues shall require the authorization of the Supervisory Board:

- 1) Determination of the strategy of the Company's activity; approval of the Company's Annual Business Plan and modifications thereto;
- 2) Approval of the Company's investment plans;
- 3) Transfer by a shareholder of its shares in the Company to any person or entity;
- 4) Any reduction of the share capital or variation of the rights attaching to any class of shares or any redemption, or repurchase by the Company of any of its shares;

- 5) Merger, demerger, split-up, restructuring, change of company form, winding-up, dissolution or liquidation of the Company and/or either of the companies in which the Company has a participation, or asset contribution or capital injection into other entities with assets, or transfer of whole or part of any business involving the Company;
- 6) Acquisition, among other things by way of creation, disposal, encumbrance, or disposition of shares (interests) of other commercial organizations as well as any types of securities both inside and outside the country;
- 7) Creation of any charge or other security over assets or property of the Company outside the ordinary course of business.

General meeting

Art. 30. The General Meeting represents the whole body of the shareholders. It has the most extensive powers to decide on the affairs of the Company.

When and as long as the Company has one single shareholder, the latter shall exercise the powers granted by the law to the General Meeting.

The death, suspension of rights, bankruptcy or insolvency of the Sole Shareholder will not cause the dissolution of the Company.

The convening notices are made in the form and delay prescribed by law.

The annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place within the boundaries of the municipality of the registered office as may be specified in the notice of such meeting.

The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom need neither be shareholders, nor members of the Supervisory Board or the Management Body. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Resolutions can, instead of being passed at a general meeting of Shareholders, be passed in writing. In this case, each shareholder shall receive a form containing the precise wording of the text of the resolutions to be passed, which he shall fill in with his name, the number of shares he holds, his vote and his signature. Such resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of a general meeting of Shareholders shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders. The forms must be sent to the Company not later than the date specified in the convening notice.

Any reference in these Articles to resolutions of the general meeting of Shareholders shall be construed as including the possibility of written resolutions of the Shareholders.

Art. 31. The annual General Meeting is held within the boundaries of the municipality of the registered office specified in the notice convening the meeting.

If such day is a holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 32. The Directors or the auditors may convene an extraordinary General Meeting. It must be convened at the request of shareholders representing one fifth of the company's capital.

Art. 33. The General meeting deliberates validly only if more than 50 % of the shareholders are present or represented. Decisions are taken by a majority vote of the shareholders present or represented. In the event of a tie, the Chairman of the General meeting shall not have a casting vote.

Each share entitles to the casting of one vote.

Supervision of the company

Art. 34. The Company is supervised by one or several statutory auditors, who are appointed by the General Meeting, which fixes their number and their remuneration.

The duration of the term of office of an auditor is fixed by the General Meeting. It may not, however, exceed six years.

Business year - Distribution of profits

Art. 35. The business year begins on January 1st and ends on December 31st

The Management Body draws up the annual accounts according to the legal prescriptions.

It submits these documents with a report of the company's operations one month at least before the Statutory General Meeting to the statutory auditors.

Art. 36. After deduction of general expenses and all charges, the balance represents the net profit of the company. Five percent of this net profit shall be allocated to the legal reserve fund. Such deduction will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the share capital of the company.

The balance is at the disposal of the General Meeting.

Advances on dividends may be paid by the Management Body in compliance with the legal requirements.

The General Meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursement of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 37. The company may be dissolved by a decision of the General Meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical bodies, appointed by the General Meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 38. As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and the SPF law.”

Sixth resolution

The general meeting RESOLVES to grant powers to any partner, associate or employee of Rutsaert Legal, to any clerk or employee of the undersigned notary as well as to any director of the Company, each acting individually and with full powers of substitution, to take all steps required or useful to take care of the usual publications and filings with the Companies Registry pursuant to this deed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq mars;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale») de MO GROUP INTERNATIONAL S.A., SPF" (la «Société»), une société de gestion de patrimoine familial - société anonyme, dont le siège social est situé au 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 13 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1640 du 9 juillet 2013, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dans la section B sous le numéro 177 420. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Paul BETTINGEN, daté du 22 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1717 du 17 juillet 2013.

L'assemblée a été présidée par Maître Quentin RUTSAERT, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le Président a nommé comme secrétaire et l'assemblée a élu comme scrutatrice Madame Raissana BACAR, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par l'actionnaire unique, les mandataires de l'actionnaire représenté et les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire représenté, paraphées ne varietur par les parties comparantes, restera également annexée au présent acte.

II. Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à l'assemblée et que l'actionnaire présent ou représenté déclare qu'il a été dûment convoqué et en connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée, aucune convocation ne fut nécessaire.

III. Que l'assemblée représentant l'entière du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points soumis à l'ordre du jour.

Ordre du jour

1. Renouvellement du capital autorisé prévu à l'article 5 des Statuts et modification de l'article 5 afin d'autoriser l'Organe de Gestion de restreindre ou de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants dans les limites du capital autorisé;

2. Vu les nouveaux articles 7 à 13, confirmation que la Société continue d'être gérée par un Conseil d'Administration composé de Claude SCHMITZ, Pierre LENTZ et Gerdy ROOSE;

3. Insérer un nouveau paragraphe à la fin de la version anglaise des Statuts indiquant qu'en cas de divergences entre la version anglaise des Statuts et sa version française, la version anglaise prévaudra;

4. Modification des articles relatifs à l'administration de la Société dans le but de permettre à la Société d'avoir un système dualiste de gestion composé d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance;

5. Refonte complète des statuts afin de tenir compte des différentes modifications envisagées dans les points ci-dessus ainsi que toutes autres modifications que le mandataire jugera nécessaire;

6. Pouvoirs et divers.

Après approbation par l'Assemblée Générale des dispositions précédentes, l'actionnaire a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renouveler l'actuel capital autorisé de la Société et de modifier l'Article 5 des Statuts afin de permettre à l'Organe de Gestion de restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants dans les limites du capital autorisé.

L'assemblée a bien pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration du 24 mars 2015 établi en conformité avec l'article 32-3(5) de la loi sur les sociétés du 10 août 1915 lequel décrit les raisons de l'annulation du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Seconde résolution

Vu les nouveaux articles 7 à 13, l'assemblée décide de confirmer que la Société est gérée par un Conseil d'Administration composé de Claude SCHMITZ, Pierre LENTZ et Gerdy ROOSE.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'ajouter un nouveau paragraphe à la fin des statuts selon lequel la version anglaise des statuts prévaudra en cas de divergences avec la version française.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts en ce qui concerne sa gestion afin de permettre à la Société d'avoir un système dualiste de gestion composé d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de procéder à la refonte complète des statuts afin de tenir compte des différentes modifications envisagées dans les points ci-dessus ainsi que toutes autres modifications que le l'assemblée jugera appropriée.

Les STATUTS auront dorénavant la teneur suivante:

«Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des actions ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une Société de gestion de Patrimoine Familial sous la forme d'une société anonyme qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la loi du 11 mai 2007 sur la Société de gestion de Patrimoine Familial (SPF), telle que modifiée (la loi sur les SPF) ainsi que par les présents statuts.

La société prend la dénomination de MO Group International S.A. SPF (la «Société»).

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision de l'Organe de Gestion (tel que défini par l'article 6) à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte. Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi sur les SPF.

Art. 5.

5.1 Le capital souscrit est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Les actions de la Société sont nominatives.

5.2.1. L'Organe de Gestion de la Société, est autorisé durant une période de cinq ans, à partir de la date de la publication de ces statuts, à augmenter le capital social existant, à hauteur d'un montant maximum de EUR 2.500.000 (deux millions cinq cent mille Euros) par l'émission de nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

5.2.2 Par conséquent, l'Organe de Gestion, est autorisé à réaliser une telle augmentation de capital, en particulier à émettre de nouvelles actions en une ou plusieurs étapes, à déterminer les conditions de la souscription et du paiement des actions supplémentaires, à déterminer toute autre modalité qui semblerait nécessaire ou utile, même si elle n'est pas spécifiquement prévue dans la présente disposition, afin de voir les souscriptions des nouvelles actions, le paiement et l'augmentation du capital social subséquente vérifiés dans la forme requise, à faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence en conformité avec la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, notamment en ce qui concerne l'autorisation mentionnée ci-dessus qui doit être renouvelée tous les cinq ans.

5.2.3. De plus, l'Organe de Gestion est autorisé d'émettre des obligations ordinaires ou convertibles, sous forme nominative uniquement, sous quelque dénomination et payables en toute devise, et est autorisé à emprunter des fonds conformément à des emprunts convertibles. Toute émission d'obligations convertibles ne pourra être faite que dans les limites du capital autorisé. Lors de la conversion d'obligations ou d'emprunts convertibles, l'Organe de Gestion peut limiter ou même annuler tout droit de souscription préférentiel des actionnaires existants à souscrire aux nouvelles actions.

L'Organe de Gestion déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions relatives à une telle émission d'obligations.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société pourront être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. Lorsque les actionnaires décident de procéder à une augmentation du capital souscrit par l'émission d'actions, le droit préférentiel de souscription peut être exercé.

5.3. Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles comme définis par l'article 3 de la Loi sur les SPF. Les actions sont librement cessibles à toute personne ou entité sous réserve de l'approbation préalable de du Conseil de Surveillance de la Société et à condition que tout nouvel actionnaire soit un investisseur éligible tel que défini par l'article 3 de la Loi sur les SPF.

Administration - Surveillance

Art. 6. Dans les limites de l'article 60bis-1 de la Loi, la Société est administrée soit par un Conseil d'Administration ou un Administrateur Unique, soit par un Directoire soumis au contrôle d'un Conseil de Surveillance. L'organe ou la personne chargée de l'administration de la Société peut être désigné comme l'«Organe de Gestion».

Si la Société est gérée par un Conseil d'Administration ou par un Administrateur Unique, les articles 7 à 13 des présents Statuts seront applicables, à l'exclusion des articles 14 à 29.

Si la Société est gérée par un Directoire et un Conseil de Surveillance, les articles 14 à 29 des présents Statuts seront applicables, à l'exclusion des articles 7 à 13.

Conseil d'administration, Administrateur unique

Art. 7. Dans le cas où l'Assemblée Générale Extraordinaire déciderait que, conformément à l'Article 6, la Société sera gérée par un Conseil d'Administration, les Articles 7 à 13 seront applicables.

Tant que la société a un actionnaire unique, la société peut être administrée par un administrateur unique seulement. Lorsque le contexte le requiert, le terme «Conseil d'Administration» renvoie aussi à l'Administrateur Unique.

Si la société a plus d'un actionnaire, elle sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois (3) membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins deux nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus par l'Assemblée Générale pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

En cas de vacance d'une place d'Administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les Administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra procèdera à l'élection définitive.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent (permanent representative) qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être révoqués de leurs fonctions par l'Assemblée Générale.

Art. 8. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Président. En cas d'empêchement du Président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace. Exceptionnellement, le premier Président sera désigné par l'Assemblée Générale constitutive.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du Président ou sur la demande de deux Administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du conseil d'administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseil d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

Art. 9. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des votants présents ou représentés. En cas de partage, le Président du Conseil d'Administration n'a pas de voix prépondérante.

Art. 10. Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 11. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus dans l'administration et la gestion de la Société.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale.

Art. 12. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des Administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

Art. 13. La société sera engagée, en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux Administrateurs de la société, ou (ii) par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Lorsque la société a un Administrateur Unique, elle est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'Administrateur Unique.

Directoire

Art. 14. La Société est dirigée par un Directoire, qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance. La Société est dirigée par un Directoire d'au moins deux (2) membres, personnes physiques ou personnes morales.

Lorsque la Société est constituée par un associé unique, ou que, à une Assemblée Générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, ou si le montant du capital social est inférieur à cinq cent mille Euros (EUR 500.000,-), la composition du Directoire peut être limitée à un membre. Dans ce cas, le membre unique exerce les pouvoirs dévolus au Directoire et toute référence dans les présents statuts au Directoire doit s'entendre comme faisant également référence à ce membre unique.

Les membres du Directoire, actionnaires ou non, sont nommés par l'Assemblée Générale.

Les membres du Directoire sont nommés pour une période maximum de six (6) ans. Les membres sortants du Directoire sont rééligibles.

Tout membre du Directoire est révocable à la seule discrétion de l'Assemblée Générale. La révocation d'un membre du Directoire n'entraîne pas le licenciement de celui-ci, s'il est également salarié de la Société.

Le nombre de membres du Directoire ainsi que la durée de leur mandat est fixée par l'Assemblée Générale.

Les membres du Directoire peuvent démissionner librement sous réserve que cette démission ne soit pas donnée à contretemps ou dans l'intention de nuire à la Société.

En cas de vacance d'une place de membre du Directoire, les membres restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale procèdera à l'élection définitive lors de sa prochaine réunion. Le membre du Directoire ainsi élu termine le mandat de la personne qu'il remplace.

Art. 15. Le Directoire élit un président parmi ses membres et fixe le terme de son mandat. Les réunions du Directoire sont convoquées par le président du Directoire ou, en cas de difficultés imprévues, par la moitié au moins de ses membres.

Les réunions du Directoire seront valablement tenues sans convocation si tous les membres du Directoire sont présents ou dûment représentés. Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et aux lieux, places et heures spécifiés dans les convocations.

Il peut être renoncé aux formalités de convocation par écrit ou par fax, télégramme ou tout autre moyen de communication approprié. Aucune convocation séparée n'est nécessaire pour les assemblées tenues en temps et lieu spécifiés dans un programme prévu adopté par résolution du Directoire.

Tout membre du Directoire peut agir à toute réunion du Directoire en désignant par fax ou par écrit ou tout autre moyen de communication un autre membre du Directoire comme son mandataire.

Tout membre du Directoire peut représenter plus d'un de ses collègues à condition que deux membres au moins soient présents à la réunion.

Tout membre du Directoire peut participer à la réunion du Directoire par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion du Directoire par ces moyens équivaut à la participation en personne à ces réunions.

Le Directoire peut ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des membres sont présents ou représentés.

Toutes les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés à la réunion. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Art. 16. Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la Société sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'Assemblée Générale et au Conseil de Surveillance par la Loi et les présents Statuts. Notamment, les pouvoirs du Directoire sont subordonnés à l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance pour toute résolution pour tout sujet relevant des catégories énumérées à l'article 29 des présents statuts. Tant qu'une telle autorisation n'a pas été obtenue, les résolutions du Directoire relevant d'une des catégories de résolutions énumérées audit article 29 ne sortiront leurs effets qu'une fois que l'autorisation aura été obtenue.

Le Directoire exerce ses fonctions sous le contrôle du Conseil de Surveillance. Il doit notamment présenter au Conseil de Surveillance:

- une fois par trimestre au moins un rapport écrit sur la marche des affaires sociales et leur évolution prévisible;
- dans les trois mois de clôture de chaque exercice, les comptes annuels, aux fins de vérification et de contrôle.

Art. 17. Les membres du Directoire pourront répartir entre eux les tâches de direction avec l'autorisation du Conseil de Surveillance. Le Directoire peut par ailleurs donner des pouvoirs pour des transactions déterminées et révoquer de tels pouvoirs à tout moment. En aucun cas, cependant, cette répartition ne pourra avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collégalement la gestion générale de la Société.

Le Directoire peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière, à un ou plusieurs mandataires ad hoc, à l'exclusion des membres du Conseil de Surveillance.

Art. 18. La Société est engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de deux membres du Directoire, ou dans le cas où il y aurait un seul membre du Directoire par sa seule signature, ou les signatures conjointes ou uniques de tous fondés de pouvoir spéciaux auxquels de tels pouvoirs de signature ont été conférés par le Directoire et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 19. Le Directoire représente la Société à l'égard des tiers en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la Société sont valablement faits au nom de la Société seule par le Directoire.

Art. 20. Les membres du Directoire ne contractent, en raison de leur position, aucune responsabilité personnelle pour un engagement valablement pris par eux au nom de la Société, aussi longtemps que cet engagement est conforme aux Statuts et aux dispositions applicables de la Loi.

Conseil de surveillance

Art. 21. Le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire est exercé par un Conseil de Surveillance composé d'au moins trois (3) membres et de cinq (5) membres maximum, actionnaires ou non. Lorsqu'il est constaté au cours d'une Assemblée Générale que la Société ne compte qu'un seul et unique actionnaire, le Conseil de Surveillance peut être composé d'un membre unique jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale.

Les membres du Conseil de Surveillance, personnes physiques ou personnes morales, sont nommés par l'Assemblée Générale, pour une durée de six (6) ans maximum.

Les membres du Conseil de Surveillance sont révocables à la seule discrétion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tout moment, sans préavis ni indemnité.

Le nombre de membres du Conseil de Surveillance ainsi que la durée de leur mandat seront fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Aucune personne ne peut en même temps être membre du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance.

Art. 22. Le Conseil de Surveillance élit un président choisi parmi ses membres. Le Président du Conseil de Surveillance doit choisir parmi ses représentants, le cas échéant, des actionnaires détenant directement ou à travers ses affiliés plus de 50% des actions à droit de vote de la Société.

Le président du Conseil de Surveillance présidera toutes les réunions du Conseil de Surveillance.

En cas d'égalité des voix, le Président du Conseil de Surveillance n'aura pas voix prépondérante.

Le président du Conseil de Surveillance est chargé de convoquer le Conseil de Surveillance et d'en diriger les débats.

Le président du Conseil de Surveillance réunit le Conseil de Surveillance aussi souvent qu'il est nécessaire, au moins deux fois par an et sur demande de deux (2) de ses membres ou du Directoire.

Le Conseil de Surveillance pourra inviter les membres du Directoire à assister à ses réunions. Dans ce cas, les membres du Directoire auront une voix consultative.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou dûment représentés.

Toutes les réunions du Conseil de Surveillance doivent être tenues au Luxembourg sous forme de réunions physiques de ses membres.

Les convocations et les autres détails des réunions doivent être envoyés aux membres du Conseil de Surveillance au moins dix (10) Jours Ouvrables avant la date de la réunion.

Il peut être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du Conseil de Surveillance donné par lettre, télécopie ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues à une date et à un endroit prévus dans une planification de réunions préalablement adoptée par résolution du Conseil de Surveillance.

Chaque membre du Conseil de Surveillance peut participer à une réunion en nommant comme son mandataire un autre conseiller par lettre, télécopie ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Un membre du Conseil de Surveillance peut représenter plus d'un de ses collègues, à la condition toutefois qu'au moins deux membres du Conseil de Surveillance participent à la réunion.

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement que si plus de 50% de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, le Président du Conseil de Surveillance n'a pas de voix prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil de Surveillance participant à la séance du conseil. Chaque séance donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal revêtu de la signature du président de séance et de tous les membres du Conseil de Surveillance.

Art. 23. Le Conseil de Surveillance assure en permanence et par tous les moyens appropriés le contrôle de la gestion effectuée par le Directoire sans être autorisée à interférer dans ladite gestion.

Le président du Conseil de Surveillance ou ses membres délégués peuvent à tout moment prendre connaissance et copie des documents qu'ils estiment utiles à l'accomplissement de leur mission.

Toute résolution, transaction ou activité du Directoire relevant des catégories de sujets énumérés à l'article 29 des présents statuts, est subordonnée à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Art. 24. Le Conseil de Surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Conseil de Surveillance peut par ailleurs donner à ses membres des mandats spéciaux pour des transactions déterminées et révoquer de tels pouvoirs à tout moment.

Art. 25. La responsabilité des membres du Conseil de Surveillance ne saurait être engagée du fait de l'exercice de leur mandat, sauf lorsqu'une telle responsabilité est prévue par la loi.

Art. 26. Nul ne peut être simultanément membre du Directoire et du Conseil de Surveillance.

Art. 27. Les délibérations du Directoire et du Conseil de Surveillance sont constatées par des procès-verbaux insérés dans des registres spéciaux et signés par tous les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance. Toutes procurations y resteront annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux autres membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance.

Art. 28. Même après cessation de leurs fonctions, les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance, ainsi que toute personne ayant été appelée à assister aux réunions de ces organes, sont tenus de ne pas divulguer les informations dont ils disposent sur la Société et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la Société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes.

Art. 29. Les résolutions du Directoire relatives à un des sujets énumérés ci-dessous doivent préalablement recevoir l'autorisation du Conseil de Surveillance:

- 1) Détermination de la stratégie des activités de la Société; approbation du Business Plan Annuel et des modifications subséquentes;
- 2) Approbation des plans d'investissements de la Société;
- 3) Cession d'actions de la Société par un actionnaire à quelque personne que ce soit;
- 4) Toute réduction du capital social ou toute variation dans les droits attachés à toute classe d'actions, tout rachat par la Société de ses propres actions;
- 5) Fusion, scission, division, restructuration, changement dans la forme juridique de la Société, faillite, dissolution ou liquidation de la Société et/ou des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation, ou apport en nature ou en numéraire au capital d'autres sociétés, ou transfert de toute ou partie d'une activité dans laquelle la Société est impliquée;
- 6) Acquisition, entre autres via la création, la vente, l'hypothèque, ou autre réalisation d'actions (intérêts) d'autres organisations commerciales aussi bien que de tous types de sûretés à Luxembourg ou à l'étranger;
- 7) La création de toute charge ou autre sûreté sur des actifs ou propriétés de la Société en dehors de ses activités ordinaires.

Assemblée générale

Art. 30. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Lorsque et aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul actionnaire, ce dernier exercera tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale par la loi.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'associé unique.

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, ou à tout autre endroit situé dans la commune du siège social qui sera indiqué dans la convocation.

La convocation de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires doit contenir l'ordre du jour, la place, la date et l'heure de l'assemblée et elle doit être envoyée à chaque actionnaire par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date de ladite assemblée.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent tous avoir été informés de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation.

Un bureau devra être formé lors de chaque assemblée générale des actionnaires et sera composé d'un président, un secrétaire, et un scrutateur, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires, membres du Conseil de Surveillance ou membres de l'Organe de Gestion. Le bureau de l'assemblée devra spécialement s'assurer que la réunion soit tenue conformément aux règles de convocation, aux exigences de majorité, de décompte des voix et de représentation des actionnaires.

Il est tenu une liste de présence à chaque assemblée générale des actionnaires.

Tout actionnaire de la société peut participer à l'assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'assemblée générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'assemblée générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'assemblée générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Les décisions peuvent être adoptées par écrit au lieu d'être adoptées à une assemblée générale des Actionnaires. Dans ce cas, chaque Actionnaire recevra un formulaire indiquant le texte des décisions à adopter, lequel devra être complété de son nom, du nombre d'actions qu'il détient de son vote et de sa signature. Ces décisions adoptées par écrit sur un document unique ou sur plusieurs documents à la place d'une assemblée générale des Actionnaires ont la même force que les décisions prises à une assemblée générale des Actionnaires. Le formulaire doit être retourné à la Société au plus tard à la date indiquée dans la convocation.

Toute référence dans les présents statuts à des décisions de l'assemblée générale des Actionnaires doit être comprise comme incluant la possibilité de faire des décisions écrites des Actionnaires.

Art. 31. L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 32. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par les Administrateurs ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 33. L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si plus de 50% des actionnaires sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés. En cas de partage des voix, le Président de l'Assemblée Générale n'aura pas de voix prépondérante.

Chaque action donne droit à une voix.

Surveillance de la société

Art. 34. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 35. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

L'Organe de Gestion établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée Générale Statutaire aux commissaires.

Art. 36. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

L'Organe de Gestion pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 37. La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes morales ou physiques, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Disposition générale

Art. 38. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures le cas échéant ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la Société de gestion de Patrimoine Familial telle que modifiée trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de donner pouvoirs à tout associé, collaborateur ou employé de Rutsaert Legal, à tout employé du notaire instrumentant, ainsi qu'à tout administrateur de la Société, avec le pouvoir d'agir seul et de se faire substituer, de faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue des publications usuelles et autres dépôts ou enregistrements auprès du registre des sociétés suite au présent acte.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'assemblée, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Q. RUTSAERT, R. BACAR, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 31 mars 2015 2LAC/2015/7000. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Référence de publication: 2015051316/855.

(150058712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Charles Russell Speechlys, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 195.912.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of March,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Hatton Trustees Limited, a limited company with registered seat at 5 Fleet Place, London, EC4M7RD, United Kingdom,

2. David Louis, Avocat à la Cour, a Belgium citizen with professional address at 2 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg; and

3. Victor Regnard, Avocat à la Cour, a French citizen with professional address at 2 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

All represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at Luxembourg, by virtue of three powers of attorney given under private seal,

Such powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as described above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of association (the Articles) of Charles Russell Speechlys (the Company), a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) incorporated under the laws

of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the 1915 Law), the law of 10 August 1991 on the profession of lawyer as amended by the law of 16 December 2011 on the exercise of the profession of lawyer in the form of a legal person (loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée par la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale) (the 1991 Law) and the present Articles.

The name of the Company shall be followed of the mention "Avocats à la Cour" in all communications.

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the Registered Office) is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Board of Managers (as defined below), or to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the Shareholders passed in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as applicable from time to time.

3. Corporate object. The object of the Company is the practice of the profession of lawyer (profession d'avocat), in accordance with the 1991 Law and all regulatory and ethical standards of the profession of Avocats à la Cour.

For the attainment of its corporate object, the Company can borrow money, lend funds, grant guarantees and securities, and generally, carry out all operations necessary or useful in order to conduct its business activities and to increase its value, including the acquisition of participations, and carry out all transactions with respect to real estate or movable properties.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is € 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) divided into 1,250,000.- (one million two hundred fifty thousand) shares having a nominal value of € 0.01 (one Euro cent) each (the Shares). In these Articles, Shareholders means the holders at the relevant time of the Shares.

5.2 Each Share is indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6. Transfer of shares.

6.1 The Shares may be held exclusively by or transferred to a person meeting the conditions in order to be a shareholder in a legal person practicing the profession of lawyer in the Grand Duchy of Luxembourg, in accordance with the 1991 Law.

6.2 Shares may not be transferred to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to such transfer in a general meeting.

6.3 All voting rights attached to the Shares of a deceased Shareholder or a Shareholder having lost the capacity of practitioner under the 1991 Law will be suspended automatically as from the date of death or loss of the capacity of practitioner under the 1991 Law, until regularization in accordance with applicable laws and these Articles.

6.4 For the surplus, the transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

6.5 A register of Shares and Shareholders is kept at the Registered Office of the Company and may be examined by each Shareholder upon request.

6.6 The Company may redeem its Shares at any time in accordance with article 189 §§ 6 and 7 of the 1915 Law and Luxembourg laws.

7. Management.

7.1 The Company will be managed by a board of managers or conseil de gérance (the Board of Managers) comprising at any time as many managers as Shareholders (each a Manager).

7.2 The Managers shall be appointed among the Shareholders. One Manager shall represent Hatton Trustees Limited (a Class A Manager). Two or more Managers shall represent the other Shareholders (each a Class B Manager).

7.3 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with the 1915 Law and these Articles.

8. Powers of the managers. The Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise the object of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be resolved upon by the Shareholders.

9. Representation. Subject as provided by the 1915 Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

9.1 the joint signature of the Class A Manager and any of the Class B Managers for any transaction above EUR 5,000.- (five thousand Euros);

9.2 the joint signature of any Manager for any transaction below EUR 5,000.- (five thousand Euros);

9.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 10.

Any act the value of which is in excess of EUR 20,000.- (twenty thousand Euros) shall be pre-approved at a Board Meeting.

For any acts to be accomplished by an Avocat à la Cour in accordance with Luxembourg law, the Company shall be exclusively represented by an avocat à la Cour registered at the Luxembourg bar under list I.

10. Board meetings.

10.1 Meetings of the Board of Managers (a Board Meeting) may be convened by any Manager.

10.2 Written notice of any meeting of the Board of Managers is given to all the Managers at least three (3) business days in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the Board Meeting. No notice is required if all Managers are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the Board Meeting. Separate written notices are not required for Board Meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Managers.

10.3 If the Class A Manager is present, he will chair the Board Meeting, otherwise the Board of Managers shall appoint a chairman in his absence.

10.4 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a Manager's Representative) at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager cannot act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting.

10.5 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority. Notwithstanding the foregoing, the following decisions shall in all circumstances require at least the positive vote of (i) the Class A Manager and (ii) as long as there are only two (2) Class B Managers, one (1) Class B Manager and, if there are more than two (2) Class B Managers, the majority of the Class B Managers):

10.5.1 approve or make any material change to the annual budget or to the business plan of the Company;

10.5.2 in any financial year, incur any unbudgeted expenditure if to do so would result in total unbudgeted expenditure exceeding EUR 50,000 (fifty thousand euros);

10.5.3 any act (whether or not budgeted) the value of which is in excess of EUR 20,000.- (twenty thousand Euros)

10.5.4 agree to credit lines, borrowings (of any kind) or leases over EUR 50,000 (fifty thousand euros); and

10.5.5 enter into any employment or consultancy agreement, dismiss any employee or consultant.

10.6 Any Manager may participate in any Board Meeting by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the Board Meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by one of these means is deemed equivalent to a participation in person at a Board Meeting duly convened and held.

10.7 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

10.8 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any two (2) Managers acting jointly.

10.9 The Managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with these Articles and Luxembourg law.

11. Shareholders' resolutions.

11.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

11.2 Subject as provided in Articles 11.3, 11.4 and 11.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares and the consent of a majority of the Shareholders, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast by a majority of the Shareholders, irrespective of the number of Shares represented.

11.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

11.4 Any resolution to change these Articles needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

11.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with the 1915 Law.

11.6 A meeting of Shareholders (a Shareholders' Meeting) may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

11.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) another Shareholder.

11.8 As long as the Company has less than twenty-five Shareholders, Shareholders' resolutions (Shareholder Resolutions) may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder

receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted. Shareholder Resolutions signed by all the Shareholders are valid and binding as if passed at a Shareholders Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

12. Business year & annual accounts.

12.1 The Company's financial year starts on 1 May and ends on the 30 April of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 30 April 2016 (all dates inclusive).

12.2 Each year, the Board of Managers prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the Shareholders towards the Company as of the end of its financial year.

12.3 Each Shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the Registered Office.

12.1 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual Shareholders' Meeting or if legally permissible, by way of Shareholders Resolutions within three (3) months from the closing of each financial year. If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, a Shareholders' Meeting must be held each year on 30 July.

13. Distributions on shares.

13.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg law, 5% (five per cent) shall be deducted and allocated to a legal reserve. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's share capital.

13.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law, the Articles and any shareholders' agreement that may exist between the Shareholders from time to time, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

13.3 The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholders.

14. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' Meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 11.

15. Interpretation and Luxembourg law. In these Articles one gender shall include each gender, the singular shall include the plural and vice versa, a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality), a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof. In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg law.

All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the Luxembourg law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

Subscription - Payment

1. Hatton Trustees Limited, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to 929,878 (nine hundred twenty nine thousand eight hundred seventy eight) Shares, having a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of EUR 9,298.78 (nine thousand two hundred ninety eight Euros and seventy eight Euro cents);

2. David Louis, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to 182,927 (one hundred eighty two thousand nine hundred twenty seven) Shares in registered form, having a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of EUR 1,829.27 (one thousand eight hundred twenty nine Euros and twenty seven Euro cents); and

3. Victor Regnard, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to 137,195 (one hundred thirty seven thousand one hundred ninety-five) shares in registered form, having a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of EUR 1,371.95 (one thousand three hundred seventy one Euros and ninety-five Euro cents).

The amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company the Shareholders of the Company representing the entire subscribed share capital of the Company passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period of time:
 - Hatton Trustees Limited, having its professional address at 5 Fleet Place, London, EC4M7RD, United Kingdom, as Class A Manager;
 - David Louis, having its professional address at 2, rue Jean Monnet, L- 2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class B Manager; and
 - Victor Regnard, having its professional address at 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class B Manager.
2. The registered office of the Company is set at 2, rue Jean Monnet, L- 2180 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French followed by an English version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The present deed having been read to the representative of the appearing parties, they signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. Hatton Trustees Limited, une société anonyme ayant son siège au 5 Fleet Place, Londres, EC4M7RD, Royaume Uni,
2. David Louis, Avocat à la Cour, un ressortissant Belge, résidant professionnellement au 2 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

et

3. Victor Regnard, Avocat à la Cour, un ressortissant Français, résidant professionnellement au 2 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

Tous ici représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu de trois procurations données sous seing privé,

Les dites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, seront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Les comparants, représentés comme décrit ci-dessus, ont requis le soussigné notaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer comme suit:

1. Forme et dénomination sociale. Ce document constitue les statuts (les Statuts) de Charles Russell Speechlys (la Société), une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915), par la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée par la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale (la Loi de 1991) et les présents Statuts.

Le nom de la Société sera suivi par la mention "Avocats à la Cour" dans toutes communications.

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le Siège Social) est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré à tout autre endroit dans la même municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par le Conseil de Gérance (comme défini ci-après), ou à tout autre endroit à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg (qu'il s'agisse ou non de la même municipalité) par résolution des Associés prises en accord avec les présents Statuts et les lois applicables du Grand-Duché de Luxembourg.

3. Objet social. La Société a pour objet l'exercice de la profession d'avocat conformément à la Loi de 1991 et tous standards réglementaires et éthiques de la profession d'Avocats à la Cour.

Pour l'accomplissement de son objet social, la Société peut emprunter, prêter des fonds, accorder des garanties et des sûretés et de manière générale, effectuer toutes les opérations nécessaires ou utiles pour conduire ses activités économiques et augmenter sa valeur, y compris l'acquisition de participations et effectuer toutes transactions immobilières ou mobilières.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euro) divisé en 1.250.000.- (un million deux cents cinquante mille) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 0,01 (un Euro cent) chacune (les Parts). Dans les présents Statuts Associés signifie les détenteurs des Parts au moment pertinent.

5.2 Chaque Part est indivisible et l'Entreprise reconnaît seulement un (1) propriétaire par Part.

6. Transfert des parts.

6.1 Les Parts peuvent être détenues exclusivement par ou transférées à une personne remplissant les conditions pour être associé dans une personne morale pratiquant la profession d'avocat au Grand-Duché de Luxembourg, conformément à la Loi de 1991.

6.2 Les Parts ne peuvent pas être transférées à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts n'aient consenti à un tel transfert en assemblée générale.

6.3 Tous droits de vote attachés aux Parts d'un Associé décédé ou un Associé ayant perdu la capacité de praticien conformément à la Loi de 1991 seront suspendus automatiquement à partir de la date du décès ou de la perte de la capacité de praticien conformément à la Loi de 1991, jusqu'à la régularisation conformément aux lois applicables et à ces Statuts.

6.4 De plus, le transfert de Parts est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

6.5 Un registre de Parts et des Associés est conservé au Siège Social et peut être examiné par chaque Associé sur demande.

6.6 La Société peut racheter ses Parts à tout moment conformément à l'article 189 §§ 6 et 7 de la Loi de 1915 et les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

7. Gérance.

7.1 La Société sera gérée par un conseil de gérance (le Conseil de Gérance) comprenant à tout moment autant de gérants que d'Associés (chacun un Gérant).

7.2 Les Gérants seront nommés parmi les Associés. Un Gérant représentera Hatton Limités (le Gérant de Catégorie A). Deux Gérants ou plus représenteront les autres Associés (chacun un Gérant de Catégorie B).

7.3 Un Gérant peut être révoqué à tout moment pour toute raison légitime par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi de 1915 et à ces Statuts.

8. Pouvoirs des gérants. Le Conseil de Gérance peut prendre toute action qui est nécessaire ou utile pour réaliser l'objet de la Société, à l'exception de celles réservées selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou ces Statuts à la compétence des Associés.

9. Représentation. Conformément à la Loi de 1915 et à ces Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée à l'égard des tiers par:

9.1 la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et tout Gérant de Catégorie B pour toute transaction au-dessus de EUR 5,000.- (cinq mille euros);

9.2 la signature conjointe de tous Gérants pour toute transaction au-dessous EUR 5,000.- (cinq mille euros);

9.3 la signature unique de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été déléguée, conformément à l'article 10.

Tout acte dont la valeur est supérieure à EUR 20,000.- (vingt mille euros) devra être pré-approuvé à une réunion du Conseil de Gérance.

Pour tous actes à être accomplis par un Avocat à la Cour conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, la Société sera exclusivement représentée par un Avocat à la Cour enregistré au barreau de Luxembourg sous la liste I.

10. Réunions du conseil.

10.1 Les réunions du Conseil de Gérance (une Réunion du Conseil) pourront être convoquées par tout Gérant.

10.2 Convocation écrite à toute réunion du Conseil de Gérance est donnée à tous les Gérants au moins trois (3) jours ouvrables à l'avance, sauf en cas d'urgence, dont la nature et les circonstances sont exposées dans l'avis de convocation de la Réunion du Conseil. Aucune convocation n'est exigée si tous les Gérants sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pleine connaissance de l'ordre du jour de la Réunion du Conseil. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour les Réunions du Conseil qui sont tenues en temps et places indiqués dans un calendrier précédemment adopté par le Conseil de Gérance.

10.3 Si un Gérant de Catégorie A est présent, il présidera la Réunion du Conseil, autrement le Conseil de Gérance nommera un président en son absence.

10.4 Un Gérant peut nommer tout autre Gérant (mais pas une autre personne) pour agir comme son représentant (le Représentant du Gérant) à une Réunion du Conseil pour assister, délibérer, voter et exécuter toutes ses fonctions en son nom à cette Réunion du Conseil. Un Gérant ne peut pas agir comme le représentant à une Réunion du Conseil pour plus qu'un autre Gérant.

10.5 Le Conseil de Gérance peut seulement valablement débattre et prendre des décisions si une majorité des Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité simple. Néanmoins, les décisions suivantes exigent en toutes les circonstances au moins le vote positif (i) du Gérant de Catégorie A et (ii) tant qu'il

y a seulement deux (2) Gérants de Catégorie B, d'un Gérant de Catégorie B et, s'il y a plus de deux (2) Gérants de Catégorie B de la majorité des Gérants de Catégorie B):

10.5.1 approuver ou faire tout changement significatif au budget annuel ou au plan de développement de la Société;

10.5.2 encourir durant un exercice social des dépenses non budgétisées pour montant total de plus de 50,000 Euros (cinquante mille euros);

10.5.3 tout acte (budgétisé ou non) dont la valeur excède 20.000 Euros (vingt mille euros);

10.5.4 agréer des lignes de crédit, des emprunts (de toute nature) ou des baux pour plus de 50,000 Euros (cinquante mille euros);

10.5.5 adopter un plan de warrants pour les salariés et accorder des warrants aux salariés; et

10.5.6 conclure tout contrat de travail ou de consultant indépendant, renvoyer tout salarié ou consultant.

10.6 Tout Gérant peut participer à toute Réunion du Conseil par téléphone ou vidéo-conférence ou par d'autres moyens de communication permettant à toutes les personnes participant à la Réunion du Conseil de s'identifier, entendre et parler l'une à l'autre. La participation par un de ces moyens est considérée équivalente à la participation en personne à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue.

10.7 Une résolution écrite signée par tous les Gérants (ou par rapport à tout Gérant, le Représentant du Gérant) sera considérée valable et effective au même titre que si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents en la forme que chacun a signé ou ont été signés pour le compte d'un ou plusieurs Gérants concernés.

10.8 Le procès-verbal d'une Réunion du Conseil sera signé par, et les extraits du procès-verbal d'une Réunion du Conseil peuvent être certifiés par, deux (2) Gérants agissant conjointement.

10.9 Les Gérants ne peuvent pas, en raison de leur mandat, être tenu personnellement responsables des engagements valablement pris par eux au nom de la Société, pourvu que ces engagements soient conformes aux présents Statuts et aux lois de Luxembourg.

11. Résolutions des associés.

11.1 Chaque Associé aura un vote pour chaque Part qu'il détient.

11.2 Sans préjudice aux articles 11.3, 11.4 et 11.5, les Résolutions des Associés sont valables seulement si elle sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié des Parts et avec le consentement d'une majorité des Associés, si ces chiffres ne sont pas atteints à la première réunion ou à la première consultation écrite, les Associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des suffrages exprimés par une majorité des Associés, sans tenir compte du nombre de Parts représentées.

11.3 Les Associés ne peuvent pas changer la nationalité de la Société ou obliger un Associé à augmenter sa participation dans la Société autrement que par vote unanime des Associés.

11.4 Toute résolution pour modifier les présents Statuts sera prise par une majorité en nombre des Associés représentant trois quarts des Parts.

11.5 Une résolution de dissoudre la Société ou déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou nommer les liquidateurs sera prise conformément à la Loi de 1915.

11.6 Une assemblée des Associés (une Assemblée des Associés) peut valablement débattre et prendre des décisions sans respecter toutes ou n'importe laquelle des exigences de convocation et formalités si tous les Associés ont renoncé aux exigences de convocation et aux formalités appropriées soit par écrit, soit à l'Assemblée des Associés concernée en personne ou par des représentants autorisés.

11.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée des Associés en nommant par écrit (ou par fax ou courrier électronique ou n'importe quels moyens similaires) un autre Associé.

11.8 Tant que la Société a moins de vingt-cinq Associés, les résolutions des Associés (des Résolutions des Associés) pourront être prises par le vote écrit des Associés plutôt qu'en Assemblée des Associés à condition que chaque Associé reçoive la formulation précise du texte des résolutions ou des décisions à adopter. Les Résolutions des Associés signées par tous les Associés sont valables et obligatoires de la même manière que si elles avaient été prises en Assemblée des Associés dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

12. Année sociale & comptes annuels.

12.1 L'exercice financier de la Société commence le 1 mai et finit le 30 avril de chaque année à condition que, comme une mesure transitoire, le premier exercice financier de la Société commence le jour de sa constitution et finit le 30 avril 2016 (toutes les dates comprises).

12.2 Chaque année le Conseil de Gérance prépare le bilan et le compte de résultats ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur de l'actif et du passif de la Société, avec une annexe récapitulant les engagements de la société et les dettes des Associés envers la Société à la fin de son exercice financier.

12.3 Chaque Associé peut inspecter l'inventaire et le bilan au Siège social.

12.4 Le bilan et le compte de résultats sont approuvés à l'assemblée générale ordinaire ou si légalement permis, par des Résolutions d'Associés dans les trois (3) mois de la clôture de chaque exercice financier.

12.5 Si à cette époque la société compte plus de vingt-cinq Associés, une Assemblée des Associés doit être tenue chaque année le 30 juillet.

13. Distributions sur les parts.

13.1 Sur les bénéfices nets de la Société déterminés conformément à la loi luxembourgeoise, 5% (cinq pour cent) sont déduits et affectés à une réserve légale. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque le montant du fonds de réserve légale atteint un dixième du capital social de la Société.

13.2 Sous réserve des dispositions de la loi luxembourgeoise, des Statuts et de tout pacte d'Associés qui peut exister entre les Associés de temps à autre, la Société peut, par résolution des Associés déclarer des dividendes conformément aux droits respectifs des associés.

13.3 Le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes aux associés avant la fin de l'exercice sur la base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les profits réalisés depuis la fin de la dernière année financière, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve à établir conformément à la Loi de 1915 ou des Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés peuvent être récupérées auprès des Associés.

14. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée générale des associés conformément à la loi luxembourgeoise et à l'article 11.

15. Interprétation et droit luxembourgeois. Dans ces Statuts un genre inclut l'autre genre, le singulier comprend le pluriel et vice versa, une «personne» comprend une référence à tout individu, société, compagnie, société ou autre personne morale, le gouvernement, l'Etat ou un organisme d'un Etat ou toute coentreprise, association ou de partenariat, comité d'entreprise ou employé organe représentatif (ayant ou non une personnalité juridique distincte), une disposition législative ou d'une loi inclut toutes modifications et toutes les reconstitutions (avec ou sans modifications) de celle-ci. En plus de ces Statuts, la Société est également régie par toutes les dispositions applicables du droit luxembourgeois.

Tous points non expressément régit par ces Statuts sont déterminés conformément au droit luxembourgeois et, sous réserve des dispositions d'ordre public de la loi, tout pacte conclu par les Associés de temps à autre.

Souscription - Paiement

1. Hatton Trustees Limited, prénommé et représenté comme indiqué auparavant, déclare souscrire à 929.878 (neuf cent vingt-neuf mille huit cent soixante-dix-huit) Parts, ayant une valeur nominale de EUR 0,01 (un Euro-cent) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant d'EUR 9.298,78 (neuf mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros et soixante-dix-huit cents);

2. David Louis, prénommé et représenté comme indiqué auparavant, déclare souscrire à 182.927 (cent quatre-vingt-deux mille neuf cent vingt-sept) Parts, ayant une valeur nominale de EUR 0,01 (un Euro-cent) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant d'EUR 1.829,27 (mille huit cent vingt-neuf euros et vingt-sept cents);

3. Victor Regnard, prénommé et représenté comme indiqué auparavant, déclare souscrire à 137.195 (cent trente-sept mille cent quatre-vingt-quinze) Parts, ayant une valeur nominale de EUR 0,01 (un Euro-cent) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant d'EUR 1.371,95 (mille trois cent soixante-et-onze euros et quatre-vingt-quinze cents)

Le montant de 12,500.- EUR (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire soussigné.

Frais

Les frais, coûts, honoraires et charges de toute nature qui devront être supportés par la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les Associés de la Société représentant la totalité du capital souscrit de la Société ont adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Hatton Trustees Limited, résidant professionnellement au 5 Fleet Place, Londres, EC4M7RD, Royaume Uni, en qualité de Gérant de Catégorie A;

- David Louis, résidant professionnellement au 2, rue Jean Monnet, L- 2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B; and

- Victor Regnard, résidant professionnellement au 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B.

2. Le siège social de la Société est fixé au 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 1^{er} avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10128. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015051624/430.

(150059988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Sigma Group Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.718.675,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 124.222.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of April.

Before Us, Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned (the "Notary"),

THERE APPEARED:

I CVC European Equity Partners III L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12399 ("CVC L.P.") currently holding three hundred twenty seven thousand two hundred and twelve (327,212) shares of the Company, represented by its General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office located at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031;

II CVC European Equity Partners III Parallel Fund A, a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12789 ("CVC Parallel Fund A") currently holding six thousand six hundred and sixty three (6,663) shares of the Company, represented by its General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office located at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031;

III CVC European Equity Partners III Parallel Fund B, a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12790 ("CVC Parallel Fund B") currently holding six thousand six hundred and sixty three (6,663) shares of the Company, represented by its General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office located at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031;

IV CVC Europe Enterprise (Cayman) L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12788 ("CVC Europe Enterprise (Cayman)") currently holding sixteen thousand eight hundred and sixty two (16,862) shares of the Company, represented by its General Partner CVC Europe Enterprise GP Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office

located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 79623;

V CVC Europe Enterprise (Domestic) L.P., a limited partnership existing under the laws of the United States of America, having its registered office at 2711, Centerville Road, USA - 19808 Wilmington, Delaware and registered with the Delaware Secretary of State under number 010243936-3394703 ("CVC Europe Enterprise (Domestic)") currently holding four thousand nine hundred and five (4,905) shares of the Company, represented by its General Partner CVC Europe Enterprise GP Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 79623;

VI Citi Europe Co-Invest, L.P., a limited partnership existing under the laws of the United States of America, having its registered office at 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware and registered with the Delaware Secretary of State under number 010247114-3395397 ("Citi"), currently holding four thousand one hundred and ninety-five (4,195) shares in the Company;

VII CCIEL LLC, a limited company incorporated and existing under the laws of the United States of America, having its registered office at 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware and registered with the Delaware Secretary of State under number 0075117 ("CCIEL"), currently holding twenty thousand nine hundred and seventy five (20,975) shares in the Company;

VIII Capital Investors 2002 Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, having its registered office at 20, Churchill Place, Canary Wharf, GB - E14 5HJ London and registered with the Companies House under number 04362458 ("Capital Investors"), currently holding four thousand four hundred and forty-two (4,442) shares in the Company; and

IX Stichting ANI Participation Foundation, a foundation existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at 4, Antwerpenweg, NL - 7418CR Devanter and registered with the Kamer van Koophandel (KvK) under number 08104344 ("Stichting") currently holding thirty six thousand eight hundred and thirty (36,830) shares in the Company.

CVC L.P., CVC Parallel Fund A, CVC Parallel Fund B, CVC Europe Enterprise (Cayman), CVC Europe Enterprise (Domestic), Citi, CCIEL, Capital Investors and Stichting are altogether hereafter referred to as the "Shareholders".

The Shareholders hold together all the shares issued by "Sigma Group Holdings S.à r.l.", a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company) with registered office at 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 10,718,675.- and being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (the "Register") under number B 124.222 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary then residing in Mersch (Luxembourg), dated 25 October 2006, whose articles of incorporation (the "Articles") were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 17 April 2007, number 630, page 30194 and whose Articles were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 8 September 2014, published in the Mémorial on 24 October 2014, number 3101, page 148814.

Each of the Shareholders was represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, as its proxy (the "Proxyholder") by virtue of proxies given under private seal.

Each proxy form, signed "ne varietur" by each of the Shareholders and the Notary shall remain annexed to this deed.

The Shareholders declared and requested the Notary to state:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1) To acknowledge that the information set out in article 267 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "1915 Law") had been made available to the shareholders of the Company at the registered office of the Company within the timeframe required by the 1915 Law.

To declare to have examined and to acknowledge (i) the merger report drawn-up on 12 January 2015 by the board of managers of the Company and (ii) the merger report drawn-up on 2 December 2014 by the management board of Aster Reserve GmbH, a company with limited liability under German law and with seat (Sitz) in Bad Soden am Taunus, Germany and registered business address in Königsteiner Str. 68, 65812 Bad Soden am Taunus, Germany, registered with the commercial register of the local court of Königstein im Taunus, Germany, under number HRB 7487 (the "Absorbed Company") on the merger plan drawn-up in the form of a notarial deed in Luxembourg on 17 November 2014 in accordance with article 261 of the 1915 Law and also in the form of a notarial deed in Germany in accordance with sections 122a ff. of the German Transformation Act (Umwandlungsgesetz) ("German Transformation Act") and filed in Luxembourg with the Register and published in the Mémorial (the "Merger Plan").

2) To declare to have examined the Merger Plan.

To acknowledge that the Merger Plan was filed (i) with the commercial register of the local court (Amtsgericht) of Königstein im Taunus, Germany, on 17 November 2014 and published by the commercial register of the local court of

Königstein im Taunus on 1 December 2014 and (ii) in Luxembourg, with the Register and was published on 27 November 2014 in the Mémorial number 3578 page 171719 in accordance with article 262 and article 9 of the 1915 Law.

To approve the merger of the Absorbed Company and the Company, whereby the Company will absorb the Absorbed Company pursuant to a cross-border merger (the "Merger") in accordance with the German Transformation Act and the 1915 Law, as set out in the Merger Plan which the Shareholders approve in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

To approve that the date of the Merger, pursuant to article 261 (2) e) of the 1915 Law - i.e. such date from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Company - is agreed to be 30 September 2014 (24:00 CET); from the start of 1 October 2014 (0:00 CET) the business operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being those of the Company.

3) To acknowledge and approve that as a consequence of the Merger, the Absorbed Company will cease to exist and the Company will acquire all assets and liabilities of the Absorbed Company by way of universal succession in accordance with article 274 of the 1915 Law. As a consequence, the existing (contractual or other) rights and obligations of the Absorbed Company towards third parties and legal relationships of the Absorbed Company will be transferred to the Company by operation of law.

To acknowledge that between the merging companies and towards third parties, the Merger shall become legally effective on the date of the publication of the present minutes in the Mémorial pursuant to articles 273ter and 9 of the 1915 Law.

To acknowledge that in accordance with article 268 (1) of the 1915 Law, creditors of the merging companies, whose claims predate the date of the publication of the present minutes in the Mémorial, may, notwithstanding any agreement to the contrary, within two months of such publication, apply to the judge presiding over the chamber of the local court dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Company is located and sitting as in urgent matters for the constitution of security for matured or unmatured claims if the creditors can demonstrate, in a credible way, that the Merger constitutes a risk for the exercise of their rights and that the Company has failed to provide them with appropriate guarantees.

4) Miscellaneous.

(ii) That 100 % of the corporate capital being present or represented at the present meeting, all the Shareholders present or represented declared that they had had due notice and previous knowledge of the agenda prior to this meeting and that they waived all the convening formalities.

(iii) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

The requirements set out in articles 261 to 276 of the 1915 Law have been fulfilled:

a) publication of the Merger Plan in the Mémorial on 27 November 2014, at least one month prior the date of the present extraordinary general meeting of the Shareholders of the Company convened to decide on the Merger;

b) issue on 12 January 2015 of the written merger report of the board of managers of the Company and on 2 December 2014 of the written merger report of the managing directors of the Absorbed Company explaining and justifying from a legal and economic perspective the Merger Plan; and

c) deposit of the documents required by Article 267 of the 1915 Law at the registered office of the Company at least one month prior to the date of the present extraordinary general meeting of the Shareholders of the Company convened to decide on the merger.

Then the extraordinary general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Shareholders acknowledged that the documents set out in article 267 of the 1915 Law had been made available to the Shareholders at the registered office of the Company within the timeframe required by the 1915 Law.

The Shareholders declared to have examined and to acknowledge (i) the merger report drawn-up on 12 January 2015 by the board of managers of the Company and (ii) the merger report drawn-up on 2 December by the management board of the Absorbed Company on the Merger Plan drawn-up in the form of a notarial deed in Luxembourg on 17 November in accordance with article 261 of the 1915 Law and also in the form of a notarial deed in Germany in accordance with sections 122a ff. of the German Transformation Act, and filed in Luxembourg with the Register and published in the Mémorial.

Second resolution

The Shareholders declared to have examined the Merger Plan.

The Shareholders acknowledged that the Merger Plan was filed (i) with the commercial register of the local court (Amtsgericht) of Königstein im Taunus, Germany, on 17 November 2014 and published by the commercial register of the local court of Königstein im Taunus on 1 December 2014 and (ii) in Luxembourg, with the Register and was published on 27 November 2014 in the Mémorial number 3578 page 171719 in accordance with article 262 and article 9 of the 1915 Law.

The Shareholders approved the Merger of the Absorbed Company and the Company, whereby the Company will absorb the Absorbed Company pursuant to the Merger in accordance with the German Transformation Act and the 1915 Law, as

set out in the Merger Plan which the Shareholders approved in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

The Shareholders especially approved that the date of the Merger, pursuant to Article 261 (2) e) of the 1915 Law - i.e. the date from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Company - is agreed to be 30 September 2014 (24:00 CET); from the start of 1 October 2014 (0:00 CET) the business operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being those of the Company.

Third resolution

The Shareholders acknowledged and approved that as a consequence of the Merger, the Absorbed Company will cease to exist and the Company will acquire all assets and liabilities of the Absorbed Company by way of universal succession in accordance with article 274 of the 1915 Law. As a consequence, the existing (contractual or other) rights and obligations of the Absorbed Company towards third parties and legal relationships of the Absorbed Company will be transferred to the Company by operation of law.

The Shareholders acknowledged that between the merging companies and towards third parties, the Merger shall become legally effective on the date of the publication of the present minutes in the Mémorial pursuant to articles 273ter and 9 of the 1915 Law.

The Shareholders acknowledged that in accordance with article 268 (1) of the 1915 Law, creditors of the merging companies, whose claims predate the date of the publication of the present minutes in the Mémorial, may, notwithstanding any agreement to the contrary, within two months of such publication, apply to the judge presiding over the chamber of the local court dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Company is located and sitting as in urgent matters for the constitution of security for matured or unmatured claims if the creditors can demonstrate, in a credible way, that the Merger constitutes a risk for the exercise of their rights and that the Company has failed to provide them with appropriate guarantees.

Notarial Verification and Certification

In accordance with article 271 (2) of the 1915 Law, the Notary (i) declares to have verified and attests the existence and the legality of the legal acts and formalities required by the Company and of the Merger Plan and certifies the proper completion of the pre-merger acts and formalities in relation to the Company, and (ii) declares to have verified and to certify the legality of the completion of the Merger, especially that the Company and the Absorbed Company have approved the Merger Plan in the same terms.

The Notary declares further that the filing and the publication of the present general meeting will only occur in the six (6) months following the present general meeting, if he will receive from the commercial register of the local court (Amtsgericht) of Königstein im Taunus, Germany, the certificate attesting the proper completion of the pre-merger acts and formalities in relation to the Absorbed Company.

Nothing else being on the agenda, and nobody asking to speak, the meeting was closed.

The Notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Esch-sur-Alzette, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the Proxyholder, known to the Notary by his name, first name, civil status and residence, said Proxyholder signed together with the Notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un avril.

Par-devant Nous, Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché du Luxembourg, soussigné (le "Notaire").

Ont comparu:

I CVC European Equity Partners III L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12399 ("CVC L.P.") détenant actuellement trois cent vingt sept mille deux cent douze (327.212) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., un Limited Partnership formé et organisé en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman lui-même représenté par son General Partner, CVC European Equity III Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 77031;

II CVC European Equity Partners III Parallel Fund A, un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès

du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12789 ("CVC Parallel Fund A") détenant actuellement six mille six cent soixante trois (6.663) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., un Limited Partnership formé et organisé en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman, lui-même représenté par son General Partner, CVC European Equity III Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 77031;

III CVC European Equity Partners III Parallel Fund B, un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 1190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12790 ("CVC Parallel Fund B") détenant actuellement six mille six cent soixante trois (6.663) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., un Limited Partnership formé et organisé en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman, lui-même représenté par son General Partner, CVC European Equity III Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 77031;

IV CVC Europe Enterprise (Cayman) L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12788 ("CVC Europe Enterprise (Cayman)") détenant actuellement seize mille huit cent soixante deux (16.862) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC Europe Enterprise GP Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 79623;

V CVC Europe Enterprise (Domestic) L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711, Centerville Road, USA - 19808 Wilmington, Delaware et immatriculé auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware sous le numéro 010243936-3394703 ("CVC Europe Enterprise (Domestic)") détenant actuellement quatre mille neuf cent cinq (4.905) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC Europe Enterprise GP Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 79623;

VI Citi Europe Co-Invest, L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware et immatriculé auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware sous le numéro 010247114-3395397 ("Citi") détenant actuellement quatre mille cent quatre vingt quinze (4.195) parts sociales de la Société;

VII CCIEL LLC, une Limited Company constituée et existant en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware et immatriculée auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware sous le numéro 0075117 ("CCIEL") détenant actuellement vingt mille neuf cent soixante quinze (20.975) parts sociales de la Société;

VIII Capital Investors 2002 Limited, une Limited Company constituée et existant en vertu du droit du Royaume-Uni, ayant son siège social au 20, Churchill Place, Canary Wharf, GB - E14 5HJ Londres et immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 04362458 ("Capital Investors") détenant actuellement quatre mille quatre cent quarante deux (4.442) parts sociales de la Société; et

IX Stichting ANI Participation Foundation, une fondation existant en vertu du droit des Pays-Bas, ayant son siège social au 4, Antwerpenweg, NL - 7418CR Devanter et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce (KvK) sous le numéro 08104344 ("Stichting") détenant actuellement trente six mille huit cent trente (36.830) parts sociales de la Société.

CVC L.P., CVC Parallel Fund A, CVC Parallel Fund B, CVC Europe Enterprise (Cayman), CVC Europe Enterprise (Domestic), Citi, CCIEL, Capital Investors et Stichting sont ci-après cités comme étant les "Associés".

Les Associés détiennent ensemble toutes les parts sociales émises par "Sigma Group Holdings S.à r.l.", une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 10.718.675,- et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le "Registre") sous le numéro B 124.222 (la "Société"), constituée par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch (Luxembourg), en date due 25 octobre 2006, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") en date du 17 avril 2007, numéro 630, page 30194 et dont les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg, en date du 8 septembre 2014, publié au Mémorial en date du 24 octobre 2014, numéro 3101, page 148814.

Chacun des Associés a été représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, Grand-duché de Luxembourg, en tant que mandataire (le "Mandataire") en vertu de procurations données sous seing-privé.

Les procurations, signées «ne varietur» par chacun des Associés et le Notaire devront rester attachées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Les Associés ont déclaré et requis le Notaire d'acter ce qui suit:

(i) L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1) Reconnaître que l'information visée à l'article 267 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi 1915") a été mise à la disposition des associés de la Société au siège social de la Société dans les délais requis par la Loi 1915.

Déclarer avoir examiné et reconnaître (i) le rapport de fusion établi en date du 12 Janvier 2015 par le conseil de gérance de la Société et (ii) le rapport de fusion établi en date du 2 décembre 2014 par le conseil de gérance de Aster Reserve GmbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand ayant son siège (Sitz) à Bad Soden am Taunus, Allemagne et ayant son adresse sociétale à Königsteiner Str. 68, 65812 Bad Soden am Taunus, Allemagne, immatriculée au registre de commerce du tribunal local de Königstein im Taunus, Allemagne, sous le numéro HRB 7487 (la "Société Absorbée") du projet commun de fusion établi sous forme d'un acte notarié au Luxembourg en date du 17 novembre 2014 en vertu de l'article 261 de la Loi 1915 et également sous forme d'un acte notarié en Allemagne en vertu des section 122a ff. de la loi allemande sur les transformations (Umwandlungsgesetz) ("Loi Allemande sur les Transformations"), et déposé au Luxembourg auprès du Registre et publié au Mémorial (le "Projet Commun de Fusion").

2) Déclarer avoir examiné le Projet Commun de Fusion.

Reconnaître que le Projet Commun de Fusion a été déposé (i) auprès du registre de commerce du tribunal local (Amtsgericht) de Königstein im Taunus, Allemagne en date du 17 novembre 2014 et publié par le registre de commerce du tribunal local de Königstein im Taunus en date du 1 décembre 2014 et (ii) au Luxembourg, au Registre et a été publié en date du 27 novembre 2014 au Mémorial numéro 3578, page 171719 en vertu des articles 262 et 9 de la Loi 1915.

Approuver la fusion de la Société Absorbée et de la Société, par laquelle la Société absorbera la Société Absorbée suite à une fusion transfrontalière (la "Fusion") en accord avec la Loi Allemande sur les Transformations et la Loi 1915, tel qu'indiqué dans le Projet Commun de Fusion que les Associés approuvent dans toutes ses dispositions et dans son entièreté, sans exception ni réserve.

Approuver que la date de la Fusion, en vertu de l'article 261 (2) e) de la Loi 1915 - i.e. la date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant accomplies pour le compte de la Société - est convenue comme étant le 30 septembre 2014 (24:00 CET); à compter du 1 octobre 2014 (0:00 CET) les activités commerciales de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant celles de la Société.

3) Reconnaître et approuver qu'en conséquence de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et la Société va acquérir l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée par voie de succession universelle conformément à l'article 274 de la Loi 1915.

Par conséquent, les droits et obligations (contractuels ou autres) existants de la Société Absorbée à l'égard des tiers et les relations juridiques de la Société Absorbée seront transférés à la Société de plein droit.

Reconnaître qu'entre les sociétés fusionnantes et à l'égard des tiers, la Fusion prendra effet à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial conformément aux articles 273ter et 9 de la Loi 1915.

Reconnaître que conformément à l'article 268 (1) de la Loi 1915, les créanciers des sociétés fusionnantes, dont la créance est antérieure à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la Société a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où les créanciers peuvent démontrer, de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que le Société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

4) Divers

(ii) 100% du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, tous les Associés présents ou représentés ont déclaré avoir été dûment informés de l'ordre du jour avant la tenue de la présente assemblée et qu'ils renonçaient à toutes les formalités de convocation.

(iii) Par conséquent, l'assemblée était valablement constituée et pouvait valablement délibérer sur tous les éléments de l'ordre du jour.

Les exigences définies aux articles 261 à 276 de la Loi 1915 ont été remplies:

a) publication du Projet Commun de Fusion au Mémorial en date du 27 novembre 2014, un mois au moins avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire des Associés de la Société appelée à se prononcer sur la Fusion;

b) établissement en date du 12 Janvier 2015 du rapport de fusion écrit du conseil de gérance de la Société et en date du 2 décembre 2014 du rapport de fusion écrit des gérants de la Société Absorbée expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le Projet Commun de Fusion; et

c) le dépôt des documents requis par l'article 267 de la Loi 1915 au siège social de la Société un mois au moins avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire des Associés de la Société appelée à se prononcer sur la fusion.

Ensuite, l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a unanimement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont reconnu que l'information visée à l'article 267 de la Loi 1915 a été mise à la disposition des associés de la Société au siège social de la Société dans les délais requis par la Loi 1915.

Les Associés ont déclaré avoir examiné et reconnaître (i) le rapport de fusion établi en date du 12 janvier 2015 par le conseil de gérance de la Société et (ii) le rapport de fusion établi en date du 2 décembre 2014 par le conseil de gérance de la Société Absorbée du Projet Commun de Fusion établi sous forme d'un acte notarié au Luxembourg en date du 17 novembre 2014 en vertu de l'article 261 de la Loi 1915 et également sous forme d'un acte notarié en Allemagne en vertu des section 122a ff. de la Loi Allemande sur les Transformations, et déposé au Luxembourg auprès du Registre et publié au Mémorial.

Seconde résolution

Les Associés ont déclaré avoir examiné le Projet Commun de Fusion.

Les Associés ont reconnu que le Projet Commun de Fusion a été déposé (i) auprès du registre de commerce du tribunal local (Amtsgericht) de Königstein im Taunus, Allemagne, en date du 17 novembre 2014 et publié par le registre de commerce du tribunal local de Königstein im Taunus en date du 1 décembre 2014 et (ii) au Luxembourg, au Registre et a été publié en date du 27 novembre 2014 au Mémorial numéro 3578, page 171719 en vertu des articles 262 et 9 de la Loi 1915.

Les Associés ont approuvé la Fusion de la Société Absorbée et de la Société, par laquelle la Société va absorber la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion en accord avec la Loi Allemande sur les Transformations et la Loi 1915, tel qu'indiqué dans le Projet Commun de Fusion que les Associés ont approuvé dans toutes ses dispositions et dans son entièreté, sans exception ni réserve.

Les Associés ont en particulier approuvé que la date de la Fusion, en vertu de l'article 261 (2) e) de la Loi 1915 - i.e. la date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant accomplies pour le compte de la Société - est convenue comme étant le 30 septembre 2014 (24:00 CET); à compter du 1 octobre 2014 (0:00 CET) les activités commerciales de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant celles de la Société.

Troisième résolution

Les Associés ont reconnu et approuvé qu'en conséquence de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et la Société va acquérir l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée par voie de succession universelle conformément à l'article 274 de la Loi 1915. Par conséquent, les droits et obligations (contractuels ou autres) existants de la Société Absorbée à l'égard des tiers et les relations juridiques de la Société Absorbée seront transférés à la Société de plein droit.

Les Associés ont reconnu qu'entre les sociétés fusionnantes et à l'égard des tiers, la Fusion prendra effet à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial conformément aux articles 273ter et 9 de la Loi 1915.

Les Associés ont reconnu que conformément à l'article 268 (1) de la Loi 1915, les créanciers des sociétés fusionnantes, dont la créance est antérieure à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la Société a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où les créanciers peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que le Société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

Vérification notariale et certification

En accord avec l'article 271 (2) de la Loi 1915, le Notaire (i) déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet Commun de Fusion et certifie l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la fusion relative à la Société, et (ii) déclare avoir vérifié et certifier la légalité de l'accomplissement de la Fusion, particulièrement que la Société et la Société Absorbée ont approuvé le Projet Commun de Fusion en des termes identiques.

Le Notaire déclare également que le dépôt et la publication de la présente assemblée générale aura uniquement lieu dans les six (6) mois suivant la présente assemblée générale, au cas où il obtient du registre de commerce du tribunal local (Amtsgericht) de Königstein im Taunus, Allemagne, le certificat attestant de l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la fusion relative à la Société Absorbée.

Aucun autre point n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée a été clôturée.

Le Notaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Cet acte notarié a été préparé à Esch-sur-Alzette, le jour mentionné au début de ce document.

Le document ayant été lu au Mandataire, qui est connu par le Notaire par son nom de famille, prénom, état civil et résidence, le Mandataire et le Notaire ont ensemble signé cet acte.

Signé: AFONSO-DA CHAO CONDE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 avril 2015. Relation: EAC/2015/9081. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Référence de publication: 2015071208/391.

(150080663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 129.880.

We are pleased to invite you to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company (the "Meeting") to be held at its registered office on *22 June, 2015* at 11:30 a.m. for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of sixty-seven million seventeen thousand one hundred three USD and fifty-six cent (USD 67,017,103.56) so as to reduce it from its current amount of sixty-seven million six hundred ninety-four thousand forty-four USD (USD 67,694,044) represented by twenty-five thousand (25,000) class CA shares, twenty-five thousand (25,000) class CB shares, one thousand (1,000) class CD shares, forty-five million four hundred forty-six thousand nine hundred forty-six (45,446,946) class A shares, fourteen million five hundred ninety-six thousand ninety-eight (14,596,098) class B shares and seven million six hundred thousand (7,600,000) class D shares having a par value of one USD (USD 1) each, to six hundred seventy-six thousand nine hundred forty USD and forty-four cent (USD 676,940.44) through the reduction of the par value of the shares from their current par value of one USD (USD 1) to zero USD and one cent (USD 0.01) and allocation of the amount of sixty-seven million seventeen thousand one hundred three USD and fifty-six cent (USD 67,017,103.56) to the dedicated special equity reserve account of the Company.
2. Creation of new classes of shares, namely the class CE shares and the class E shares.
3. Cancellation of the preferential subscription right of the existing shareholders and increase of the share capital of the Company by an amount of ten (10) USD to bring it from its current amount of six hundred seventy-six thousand nine hundred forty USD and forty-four cent (USD 676,940.44) to seventy-six thousand nine hundred fifty USD and forty-four cent (USD 676,950.44) USD by issuing one thousand (1,000) new class CE shares and, each having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) and subscription of the new shares by a contribution in cash.
4. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company.
5. Subsequent amendment of article 18 of the articles of association of the Company.
6. Reimbursement of an amount of 22 cents (USD 0.22) per Class A share, 6.85 cents (USD 0.0685) per class B and 6.58 cents (USD 0.0658) per class D share to the shareholders from the proceeds available in the dedicated special equity reserve account of the Company.
7. Miscellaneous

A. Resolutions to be submitted to the Meeting

1. Proposition of the first resolution: Reduction of the share capital of the Company

"The general meeting of shareholders resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of sixty-seven million seventeen thousand one hundred three USD and fifty-six cent (USD 67,017,103.56) so as to reduce it from its current amount of sixty-seven million six hundred ninety-four thousand forty-four USD (USD 67,694,044) represented by twenty-five thousand (25,000) class CA shares, twenty-five thousand (25,000) class CB shares, one thousand (1,000) class CD shares, forty-five million four hundred forty-six thousand nine hundred forty-six (45,446,946) class A shares, fourteen million five hundred ninety-six thousand ninety-eight (14,596,098) class B shares and seven million six hundred thousand (7,600,000) class D shares having a par value of one USD (USD 1) each, to six hundred seventy-six thousand nine hundred forty USD and forty-four cent (USD 676,940.44) through the reduction of the par value of the shares from their current par value of one USD (USD 1) to zero USD and one cent (USD 0.01) and decides to allocate the amount of sixty-seven million seventeen thousand one hundred three USD and fifty-six cent (USD 67,017,103.56) to the dedicated special equity reserve account of the Company."

2. Proposition of the second resolution: creation of new classes of shares

"The general meeting of shareholders resolves to create new classes of shares, namely the class CE shares and the class E shares having the rights and obligations as set out in the articles of association of the Company.

3. Proposition of the third resolution: increase of the share capital of the Company and subscription of the newly issued shares

"The general meeting of shareholders resolves to cancel the preferential subscription right of the existing shareholders and to increase the share capital of the Company by an amount of ten (10) USD to bring it from its current amount of six hundred seventy-six thousand nine hundred forty USD and forty-four cent (USD 676,940.44) to seventy-six thousand nine hundred fifty USD and forty-four cent (USD 676,950.44) USD by issuing one thousand (1,000) new class CE shares, each having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01).

Subscription and payment

The new class CE shares have been subscribed and fully paid up by Mr Jean-Michel Paul residing in 1 Great Cumberland Place London by a contribution in cash for a total amount of thousand USD (USD 1,000) which is fully allocated to the share capital of the Company and to the share premium account.

Thereupon, the general meeting of shareholders resolves (i) to accept the said subscription and contribution in cash by Mr Jean-Michel Paul, (ii) to allot the new class CE shares to Mr Jean-Michel Paul, and (iii) to acknowledge the effectiveness of the capital increase.

The amount of thousand USD (USD 1,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary and will be allocated for an amount of ten USD (USD 10) to the share capital and for an amount of nine hundred ninety USD (USD 990) to the share premium.

Following this resolution, Mr Jean-Michel Paul is now a shareholder of the Company and will vote on the remaining points of the agenda of this meeting."

4. Proposition of the fourth resolution: Amendment of article 5 of the articles of association of the Company

"As a consequence of the preceding resolutions, the general meeting of shareholders resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

" The subscribed capital is set at six hundred seventy-six thousand nine hundred forty USD and forty-four cent (USD 676,940.44) consisting of twenty five thousand (25,000) class CA shares having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) each, twenty five thousand (25,000) class CB shares having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) each, one thousand (1,000) class CD shares having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) each, one thousand (1,000) class CE shares having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) each, forty-five million four hundred forty-six thousand nine hundred forty-six (45,446,946) class A shares having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) each, and fourteen million five hundred ninety-six thousand ninety-eight (14,596,098) class B shares having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) each, (seven million six hundred thousand (7,600,000) class D shares having a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) each.

Each class of shares shall exclusively relate to and track a specific separate portfolio of assets constituting each an investment (an "Investment" and together with other Investments the "Investments") determined by the board of directors or the general meeting of shareholders. As between shareholders, each Investment shall be invested for the exclusive benefit and at the exclusive risk of the relevant classes of shares.

The class A shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CA shares, all proceeds received by the Company in respect of the Acheron Portfolio Trust which assets are composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in the Acheron Portfolio Trust, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CA shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class A shares. The distributions in relation to the class CA shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The class B shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CB shares, all proceeds received by the Company in respect of the Lorenzo Tonti Trust which assets are composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in the Lorenzo Tonti Trust, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CB shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class B shares. The distributions in relation to the class CB shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The class D shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CD shares, all proceeds received by the Company in respect of the Avernus Portfolio Trust which assets are composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in the Avernus Portfolio Trust, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CD shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class D shares. The distributions in relation to the class CD shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The class E shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CE shares, all proceeds received by the Company in respect of a company, trust or any similar entity, the identity of which is to be resolved upon at a board meeting, which assets shall be composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in such Investment, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CE shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class E shares. The distributions in relation to the class CE shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The authorised capital, including the issued share capital, is fixed at five hundred million USD (USD 500,000,000.-) consisting of five hundred million (500,000,000) Shares with a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) per Share. During a period of five years from the date of the publication of these amended articles, and except as otherwise provided in this article 5, the board of directors is hereby authorised to issue shares of new classes (for avoidance of doubt: all share classes except share classes A, B, D and all C) and to grant options to subscribe for shares of any new classes, (for avoidance of doubt: all share classes except share classes A, B, D and all C) to such persons and on such terms as it shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

Within the limits of the authorised capital, the board of directors may create additional classes of shares which will relate to separate Investments.

The board of directors may not issue class CA shares, class CB shares, class CD, class CE or equivalent shares which would be entitled to distributions in connection with a class of shares which relates to an Investment and which would entitle its holders to distributions in accordance with the provisions set out below.

Should a capital increase, or a part thereof, be allocated to the share premium account, it shall be allocated to a share premium account relating to the class of shares in which the capital was increased and exclusively to such class of shares.

Upon the disposal of the entirety of an Investment, the Company shall redeem or repurchase all the shares of the class corresponding to this Investment to the extent and under the terms permitted by article 69 or article 49-8 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, and distribute the proceeds of this disposal to the shareholders in accordance with article 17 below. The shares so repurchased will be cancelled at the next extraordinary general meeting of the Company.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The Company may have one or several shareholders. The death or the dissolution of the sole shareholder (or any other shareholder) shall not lead to the dissolution of the Company.

5. Proposition of the fifth resolution: Amendment of article 18 of the articles of association of the Company

"From the annual distributable net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the company, as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

Subject to the provisions of this article, the general meeting of shareholders shall decide, upon recommendation of the board of directors, how the remainder of the annual net profits shall be allocated.

Provided that funds are available for distribution, each shareholder shall, subject to the paragraph below, be exclusively entitled to the proceeds of any nature originating from the Investment relating to the relevant class of shares as well as to any ancillary amounts as set out in article 5 above, less (i) any costs or expenses specifically related to such Investment or to the investment of the ancillary amounts and (ii) its pro rata share of the general costs and expenses of the Company to be borne by such share class.

The holders of the class A shares, class B shares, class D shares and the class E shares (the "Non-Class C Shares" shall be entitled to distributions based on the net profit of the Investment tracked by each share class calculated in accordance with the paragraph above, pro rata to the number shares held by each holder and subject to the rights of the holders of Class C Shares set out in the paragraph below.

The distributions due to the class CA shares, class CB shares, class CD shares or class CE shares (the "Class C Shares") shall be zero until such time as the aggregate distributions, whether in the form of dividends, share premium distributions, share redemptions, share capital reductions or otherwise paid to the holders of the Non Class C Shares compounded at five percent (5%) per annum (from the date of each distribution to the Non Class C Shares) equals the aggregate share capital contributions on the Non Class C Shares compounded at five percent (5%) per annum (from the date of each capital contribution by the Non Class C Shares). Thereafter, the distributions due to the Class C Shares shall be equal to 20% of all additional distributions made to the Non Class C Shares.

In the event that a redemption or repurchase in kind is to be performed, the holders of Class C Shares and the Non Class C Shares shall determine in good faith under what terms any remaining potential distribution to Class C Shares shall be performed.

Provided that funds are available for distribution, the holders of class CA shares, class CB shares, class CD shares or class CE Shares shall be entitled to the net profits not allocated to a specific share class in accordance with the above paragraph, pro rata to the number of shares held by such holder in the class CA shares, class CB shares class CD shares or class CE Shares.

Interim dividends may be paid out in accordance with the provisions of law and with the provisions of this article."

6. Proposition of the sixth resolution: Reimbursement of an amount of 22 cents (USD 0.22) per Class A share, 6.85 cents (USD 0.0685) per class B and 6.58 cents (USD 0.0658) per class D share to the shareholders.

"The general meeting of shareholders resolves to reimburse an amount of 22 cents (USD 0.22) per share of class A shares, 6.85 cents (USD 0.0685) per share of class B shares, and 6.58 cents (USD 0.0658) USD per share of class D shares, to the shareholders shares from the proceeds available in the dedicated special equity reserve account of the Company."

B. Formalities for the participation at the Meeting

Total Voting Rights

The share capital of the Company is on the date hereof represented by twenty-five thousand (25,000) class CA shares with a par value of USD 1 each, twenty-five thousand (25,000) class CB shares with a par value of USD 1 each, one thousand (1,000) class CD shares with a par value of USD 1 each, forty-five million four hundred forty-six thousand nine hundred forty-six (45,446,946) class A shares with a par value of USD 1 each, fourteen million five hundred ninety-six thousand ninety-eight (14,596,098) class B shares with a par value of USD 1 each and seven million six hundred thousand (7,600,000) class D shares with a par value of USD 1 each. The authorized share capital of the Company including the issued capital of the Company is set at USD 500,000,000. The class CA shares, class CB shares, class CD shares, class A shares, class B shares and class D shares all carry voting rights in general meetings on an unrestricted "one share one vote" basis.

Right to Participate to the Meeting

Any shareholder who holds one or more shares of the Company shall be admitted to the Meeting and may vote in person or by appointing another person in writing, who needs not be a shareholder, as its proxy. Any shareholder and/or proxyholder participating in the Meeting shall carry a valid proof of identity.

The right of a shareholder to attend the Meeting and to participate in the vote will be determined on the fourteenth day (being 8 June 2015) at midnight, preceding the Meeting (the Record Date). Anyone not being a shareholder at the Record Date may not attend or vote at the Meeting.

Procedures for attending and voting at the Meeting

a. Shareholders wishing to exercise their right to vote at the Meeting shall declare themselves in the manner set forth hereunder:

Shareholders wishing to attend the Meeting in person:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to attend the Meeting in person must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352126.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depository (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.

- Any shareholder must in addition to the above, no later than 72 hours prior to the

Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the attendance confirmation sent to Banque Internationale a Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com).

Certificates issued by financial institutions or professional depositories (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may use only attendance confirmations provided by the Company.

Shareholders wishing to vote through proxy:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to vote through proxy at the Meeting must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depository (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.

- Any shareholder must no later than 72 hours prior to the Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Interna-

tionale a Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the proxy sent to Banque Internationale à Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com) and to the Company to the attention of Yves Mertz, by fax (+352/26.33.42.52) or e-mail (yves.mertz@cerlux.eu) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 37 rue d'Anvers, L-1130, Luxembourg.

Certificates issued by financial institutions or professional depositaries (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may only use proxy provided by the Company.

b. Any shareholder of nominative shares having been duly registered in the shareholder's register of the Company is allowed to attend the Meeting upon presentation of a valid document evidencing its identity.

c. In the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, individuals representing such entity who wish to attend the Meeting in person and vote at the Meeting on behalf of such entity, must present evidence of their authority to attend, and vote at, the Meeting by means of a proper document (such as a general or special power-of-attorney) issued by the relevant entity. A copy of such power of attorney or other proper document must be filed with the Company not later than 72 hours prior to the Meeting, at the Company's registered office in Luxembourg. The original documentation evidencing the authority to attend, and vote at, the Meeting, or a notarized and legalized copy thereof, must be presented at the Meeting.

Amendments to the Agenda

One or more shareholders owning together at least 5% of the share capital of the Company have the right to add items on the agenda of the Meeting and may deposit draft resolutions regarding items listed in the agenda or proposed to be added to the agenda. This request will need to be received at the latest the twenty-second day (i.e. May 29th, 2015) preceding the Meeting and made in writing via mail (to the Company at its registered office, attn. M Yves Mertz) or by fax (+352 26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company and will need to include a justification or draft resolution to be adopted at the Meeting. The written request will need to include a contact address (mail or fax) to which the Company can confirm receipt within 48 hours from the receipt of the request.

At the latest fifteen days (being 7 June, 2015) preceding the Meeting, the Company will then publish a revised agenda. Copies of the convening notice, proxy and attendance confirmation are available on our website at <http://www.acheronportfolio.lu/> or at the free disposal of the shareholders at registered office of the Company during normal working hours.

For and on behalf of the Board of Directors of the Company,
Director Director

Référence de publication: 2015075737/755/257.

Auto-Ecole Jérôme, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9906 Troisvierges, 6, rue Staedgen.

R.C.S. Luxembourg B 195.924.

— STATUTS

L'an deux mil quinze, le trente mars

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

1) Monsieur Jérôme HECK, né le 10 mai 1976 à Wiltz, demeurant à L-9517 Weidingen, 48, Rue Eisknippchen

Lequel comparant, présent ou tel que représenté, a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - capital

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «AUTO-ECOLE Jérôme».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Troisvierges.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du ou des gérants.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet social, l'instruction théorique et pratique de conducteurs de véhicules automobiles, la fourniture de matériels didactiques, ainsi que toutes les opérations qui se rattachent directement ou indirectement à cette activité.

En général elle peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes opérations de nature à favoriser l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,00.-EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,00.-EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont insaisissables. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. La société sera valablement engagée par la signature du gérant unique.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif le comparant au fait que suite à la présente constitution de société il devra se conformer aux dispositions légales relatives à l'exercice de l'objet social.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Monsieur Jérôme HECK, prénommé, cent parts	100
Total des parts: cent parts	100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,00.-€) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 950 EUR.

Résolutions de l'associé unique

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Le siège social de la société est établi à L-9906 Troisvierges, 6, Rue Staedgen,

2.- Le nombre des gérants est fixé à un.

3.- L'associé unique désigne comme gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Jérôme HECK, prénommé,

La société sera valablement engagée par la seule signature du gérant unique.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Heck J., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 2 avril 2015. Relation: DAC/2015/5605. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015051579/109.

(150060253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Corby Town Centre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 177.039.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015051632/10.

(150060095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

IT'n'B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 183, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 193.803.

L'an deux mille quinze,
le vingt-cinq mars.
Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach,

A COMPARU:

Monsieur Nicolas BEURIOT, informaticien, demeurant à L-4940 Bascharage, 183, avenue de Luxembourg.

Lequel comparant est ici représenté par Monsieur Emmanuel KARP, juriste, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 16 mars 2015

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est le seul associé de la société à responsabilité limitée IT'n'B S.à r.l., avec siège social à L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf, inscrite au registre de commerce et de sociétés à Luxembourg sous le numéro B 193.803 (NIN 2015 2400 641).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, en remplacement du notaire Henri BECK, en date du 14 janvier 2015, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 490 du 23 février 2015.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (€ 125.-) chacune.

Ensuite le comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg à Bascharage et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er})**. Le siège de la société est établi à Bascharage."

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-4940 Bascharage, 183, avenue de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant d'après son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. KARP, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 30 mars 2015. Relation: GAC/2015/2548. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 02 avril 2015.

Référence de publication: 2015050542/41.

(150058394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Parkimm Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 88.290.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 13 février 2015:

Monsieur Marc Koeune, administrateur, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015051365/11.

(150058903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.